

éditorial

SOLIDARITÉ  
AVEC SOLIDARNOŚĆ

À l'heure des arrestations massives et des premières condamnations en Pologne, une tâche impérieuse est confiée au mouvement ouvrier européen : celle de la solidarité permanente, durable et sans faille avec les travailleurs polonais et leur syndicat "Solidarność". Elle représente le premier ballon d'oxygène pour "Solidarność", ses militant(e)s et leur résistance. Car ils veulent résister, et ils résistent de mille façons, comptant sur notre aide. Rien ne serait donc plus faux aujourd'hui que de baisser les bras et de considérer qu'une fois de plus le rideau de fer est brutalement retombé.

Ces possibilités de manifester pratiquement cette solidarité ne manquent pas : elles vont de la signature de pétitions exigeant la libération de l'ensemble des prisonniers à la récolte de fonds pour la résistance en passant par l'aide alimentaire et caritative, dont l'acheminement doit être contrôlé par des représentants des organisations ouvrières et dont la distribution sera prise en charge — en collaboration avec des représentants de "Solidarność" lorsque c'est possible — par la seule institution encore indépendante de l'Etat, l'Eglise polonaise.

Dans les syndicats, dans les entreprises, d'autres actions complémentaires peuvent et doivent être faites : il faut poursuivre les jumelages d'entreprises à entreprises, de syndicats à syndicats, ne serait-ce que pour exiger des informations sur les militants syndicaux et envoyer des commissions d'enquête en Pologne. Souvenez-vous : l'an dernier à Turin, les travailleurs de la FIAT entraient en grève en scandant "faisons comme à Gdansk"; aujourd'hui l'assemblée des délégués d'ateliers de la FIAT-Turin décide d'envoyer une délégation syndicale à Varsovie pour rencontrer des militants de "Solidarność" de l'usine automobile Polski-FIAT. Leur exemple doit être suivi.

Le sens de notre solidarité est clair : il s'agit de tout faire pour développer le maximum de liens avec la classe ouvrière polonaise, tout en isolant le Conseil militaire de Jaruzelski et de ses sbires.

Dans cette perspective, nous nous opposons à la proposition de boycott économique de la Pologne. Parce qu'elle facilite la campagne anticommuniste de Reagan, laissant croire que l'impérialisme américain se soucierait du sort des travailleurs polonais, alors que comme l'indiquait très diplomatiquement le correspondant du "Monde" à Washington : "Les Etats-Unis n'ont jamais vraiment cru à l'éclosion d'une Pologne démocratique. On peut même se demander s'ils ont jamais souhaité un tel bouleversement qui menacerait la stabilité européenne, disloquerait les blocs (...)" (Le Monde, 5. 1. 1982). Nous nous y opposons aussi parce que cette mesure aiderait la junte militaire polonaise à faire passer son véritable plan d'austérité (semaine de 6 jours, journée de 12 heures, augmentation des prix, etc.), sous le regard approbateur de la finance internationale. Il ne s'agit pas de resserrer l'étreinte des bureaucrates et de Schmidt-Reagan, mais bien de continuer, comme cela fut le cas lors des premières manifestations, à mettre le mouvement ouvrier à l'avant-scène de la solidarité, en ne laissant aux bourgeois que ce qui leur revient : leur hypocrisie complice.

Eric Peter

Le N° 2 Fr. N° 267 9 janvier 1982 treizième année

# la brèche

organe bimensuel du

Parti Socialiste Ouvrier (PSO)  
section suisse de la IV<sup>e</sup> internationale



SOLIDARITÉ

SOLIDARITÉ

# sommaire

<b>ÉDITORIAL</b>	
Solidarité avec Solidarność	1
<b>SOCIAL</b>	
Vie chère : la baisse du pouvoir d'achat	3
Centre pour paraplégiques : les travailleurs paralysés ?	3
Réévaluation des fonctions à Zurich : le personnel hospitalier n'en veut pas	4
Charmilles Genève : licenciements massifs annoncés...	4
Formation professionnelle : les 100 000 signatures sont là !	4
<b>DOSSIER POLOGNE</b>	
Notre solidarité continue	2 et 5
18 mois de lutte pour le pouvoir ouvrier	6 - 7
"Nos vœux : la solidarité la plus large possible avec les travailleurs"	8
<b>FEMMES</b>	
De quel mouvement des femmes avons-nous besoin ? (4)	9
Notes politiques	9
<b>INTERNATIONAL</b>	
ÉTAT ESPAGNOL : riposter aux provocations putschistes	10
ISRAËL annexe le Golan : merci M. Jaruzelski	11
FRANCE : la gauche et la Pologne	11
Notes internationales (Bolivie, Turquie)	11
<b>L'ÉVÈNEMENT</b>	
AMÉRIQUE CENTRALE : l'intervention US s'accroît	12
Mouvement pour la paix : 40 000 à Berne	12

notes... notes... notes... notes... notes... notes... notes... no

# SOLIDARITÉ AVEC SOLIDARNOŚĆ

## SOLIDARNOŚĆ A BESOIN DE VOUS !

Prenez contact, renforcez les comités "Solidarité avec Solidarność". Dans vos lieux de travail, au sein de vos organisations syndicales, multipliez récoltes de solidarité et pétitions de solidarité, lettres de protestation à l'ambassade polonaise.

Réfléchissez à toutes les formes de jumelages d'entreprises, de sections syndicales avec des entreprises polonaises : il faut desserrer l'état qu'état de siège et rupture des communications exercent autour des travailleurs polonais : l'expédition de colis, l'envoi de médecins, de juristes, de syndicalistes sont autant d'exigences politiques que nous devons mettre en avant !

### ADRESSES UTILES :

Comité "Solidarité avec Solidarność" Lausanne : case postale 26, 1000 Lausanne 3 Cour. Permanence du comité : jours ouvrables de 18h. à 20h., local VPOD, 3, rue Chaucrau, tél. : 021 / 22 37 96.

Comité "Solidarité avec Solidarność" Genève : case postale 343, 1211 Genève 3. Permanence du comité : jours ouvrables de 17h. à 19h., local FSCG, 16, rue des Chaudronniers, tél. : 022 / 20 50 44.

Pour continuer ses activités comme elle a décidé de le faire, la délégation de Solidarność bloquée en Suisse a besoin d'aide immédiate. Versez vos dons au CCP 80 - 43 063, Koordinationsgruppe Solidarność, Zurich.

dénoncent cet état de guerre que Jaruzelski déclenche contre la classe ouvrière polonaise avec la complicité cynique des bourgeois du monde entier. Lundi 14 décembre, plus de 10 000 manifestants à Genève, Zurich, Lausanne, Berne, Bâle, Bienne et dans de nombreuses autres agglomérations exigent le rétablissement dans tous ses droits de Solidarność, la fin de la répression et de l'état de guerre. Socialisme oui, stalinisme non !

Samedi 19 décembre enfin avait lieu à Berne la plus grande manifestation internationale en Suisse depuis le soutien à la révolution russe ! 10 000 manifestants à Berne pour le soutien à Solidarność, aux travailleurs polonais, 3 000 manifestants dans le tronçon du PSO. Une telle mobilisation internationale est un fait d'une très grande importance en Suisse, à l'image des grèves de solidarité en France et en Italie qui mobiliseront des millions de travailleurs, dans ces pays où la classe ouvrière a une plus grande expérience de la lutte des classes. Cette manifestation, de plus, était également exceptionnelle par son caractère unitaire : toutes les centrales syndicales de Suisse avaient tenu à l'organiser. Et cela aussi était nouveau.

Naturellement le Groupe syndical de coordination Solidarność, les CSSOPE, de multiples comités appelaient à cette manifestation. Au niveau local, c'étaient généralement des comités unitaires de toutes les organisations qui convoquaient et organisaient les voyages. A la seule exception — très remarquable — du Parti suisse du Travail, tous les partis politiques de gauche lui avaient apporté leur soutien.

## abonnez-vous

### Abonnements à la Brèche :

6 mois, enveloppe ouverte : fr. 22,50  
une année, enveloppe ouverte : fr. 45.-  
une année, enveloppe fermée : fr. 55.-  
une année, étranger (Europe) : fr. 80.-  
Outre-mer : prendre contact avec nous  
abonnement de soutien : fr. 100.-

Pour toute correspondance : La Brèche,  
Rue de la Tour 8 bis, 1004 Lausanne  
CCP 10 - 25 669

Ed. resp. C.A. Udry - Imprimerie Cedips, Lausanne

SI NOS ACTIVITES ET  
NOTRE POLITIQUE  
VOUS INTERESSENT :

## prenez contact

**PARTI SOCIALISTE OUVRIER**  
Section suisse de la IV<sup>e</sup> Internationale  
Adresses des sections romandes et tessinoise

case postale 13, 2500 Bienne 4 (032) 22 95 47  
case postale 829, 2301 La Chaux-de-Fonds  
case postale 59, 2800 Delémont 1  
case postale 28, 1700 Fribourg 6  
case postale 858, 1211 Genève 3 (022) 20 68 02  
case postale 592, 1000 Lausanne 17 (021) 23 05 91  
case postale 32, 2000 Neuchâtel 2 (038) 24 25 23  
casella postale 225, 6901 Lugano

### PREMIÈRES INITIATIVES EN SUISSE ROMANDE

\* A Lausanne, à l'initiative du Comité "Solidarité avec Solidarność", un gala de solidarité s'est déroulé avec la participation de nombreux chanteurs et artistes romands. Près d'un millier de personnes y ont participé. Une dizaine de milliers de francs ont ainsi pu être récoltés. A l'occasion de cette soirée, une pétition pour la libération de tous les prisonniers — centrée sur la libération immédiate de J. Kuron, J. Litynski, A. Michnik et K. Modzelewski — a réuni près de huit cents signatures. Pour la suite, le Comité prévoit de collecter les noms des personnes arrêtées par la junte militaire, de les répartir selon les branches professionnelles et de demander ensuite aux syndicats de se renseigner sur leur sort, d'envoyer des délégations et des commissions d'enquête, etc. La prochaine réunion du Comité "Solidarité avec Solidarność" aura lieu le lundi 18 janvier à 20h.30 à l'adresse ci-dessus.

\* A Genève, le Comité "Solidarité avec Solidarność" se donne des objectifs identiques. Des expositions d'affiches sont en préparation. Sa prochaine réunion aura lieu le lundi 18 janvier à 20h. à l'adresse ci-dessus.

A l'initiative des cercles La Taupe, une pétition de soutien a été lancée sur les collèges. A la fin décembre, elle rassemblait plus de 1 700 signatures.

Cette liste n'est pas limitative et doit s'allonger quotidiennement.

### LES MANIFESTATIONS EN SUISSE

Dès le matin du coup d'Etat, dans les principales villes de Suisse romande et Suisse alémanique, le Parti socialiste ouvrier (PSO) a mis toutes ses forces pour développer le plus large mouvement possible de solidarité unitaire avec Solidarność. Dimanche déjà, à Lucerne, Genève, Zurich, des manifestations spontanées



Les sidérurgistes de Huta Warszawa, qui reçurent les chars de Jaruzelski au cri de "Nous ne serons jamais esclaves".

## ALLEZ-Y VOIR VOUS-MEMES !

### GENÈVE

Grand Café du Grütli, 16 Gén. Dufour jusqu'au ve 5 mars, 20h. et 22h. : *Orient Express*, de Michel Beretti, par le Théâtre Mobile. Relâche di et lu, Fr. 14.-, AVS, ét. : Fr. 10.-, sur réservation (l'après-midi) : 022 / 28 48 30.

Sud des Alpes, 10, rue des Alpes, 1er ve 15, sa 16 janv., 21h. : *Alain Guyonnet Quintet*; *Pierre Guyonnet*, sax, *Eric Brooke*, trompette, *Alain Guyonnet*, piano, *Pierre-Alexandre Chevolet*, basse, *Alain Petit-Mermet*, batterie. Org. : AMR. Salle du Faubourg du ma 12 janv. au ve 5 fév., 20h.30 (accueil, buffet valaisan 19h.30), di 18h. (17h.), relâche lu : *Farinet ou la fausse monnaie*, de Charles-Ferdinand Ramuz par le Théâtre TREC. Location : librairie des Sources, 022 / 20 48 22.

Pic-plouc, impasse rue du Lac 1 sa 23 janv., 21h. : *soirée de soutien*, sa 30 janv., 21h. : *Raymond Porchet*, chansons.

### Salle communale de Plainpalais

me 20, je 21, ve 22 janv., 20h.30 : *Princesse Brambilla*, de E.T.A. Hoffmann, par le Théâtre Populaire Romand (TPR). Location : 022 / 28 68 20.

### LAUSANNE

Casino de Montbenon Depuis son déménagement au Casino de Montbenon, la Cinémathèque suisse a un programme très fourni. Tous les jours sauf dimanche, projection de films à 15h., 18h.30 et 20h.30. Du lu au sa au Cinématographe, les me et je 20h.30 à la Salle Paderewski. Renseignements dès 18h. : 021 / 23 75 56. Abonnement au bulletin mensuel : Fr. 12.-. Vu la richesse du programme, nous n'en donnerons ici qu'un aperçu. En janvier : films de G.W. Pabst, *Abel Gance* et *Pierre Chenal*, ma 5 janv., 20h.30, me 6, 18h.30, je 7, 15h. : *L'opéra de quat'sous*, de G.W. Pabst (1931), sa 9, 20h.30, lu 11, 18h.30 : *Le paradis perdu*, d'Abel Gance (1940), je 14 janv., 20h.30 : *Napoléon*, d'Abel

Gance (1925-1927), avec A. Dieudonné, A. Artaud, A. Gance, version complète, 4 heures (un monument du cinéma), ve 22, 20h.30, sa 23, 18h.30, lu 25, 15h. : *Napoléon*, d'Abel Gance (1934), montage réduit (1h.50), ve 15, 18h.30, sa 16 janv. 15h. : *Le roman d'un jeune homme pauvre*, d'Abel Gance (1935), ve 15, 20h.30, sa 16, 18h.30 : *La rue sans joie*, de G.W. Pabst (1925), je 28, 20h.30, ve 29, 18h.30, sa 30, 15h. : *Un grand amour de Beethoven*, d'Abel Gance (1936).

Cinéma Colisée *L'Homme de fer*, de Andrzej Wajda.

### CHEXBRES

Cinéma de la Grande Salle à 20h.30 : ma 12, me 13 janv. : *Les sept samouraïs*, d'Akira Kurosawa (Japon, 1954), ve 15, sa 16 : *Neige*, de Juliet Berto (F, 1981), ma 19, me 20 : *La femme d'à côté*, de François Truffaut (F, 1981), ve 22, sa 23 : *Juge et hors-la-loi*, de John Huston (USA, 1972), ma 26, me

27 : *Les portes du paradis*, de Michael Cimino (USA, 1980).

Théâtre Municipal ve 22, sa 23, je 28, ve 29, sa 30 janv., 20h.30, di 24 janv., 15h. : *Didon et Enée*, opéra de Henry Purcell, présenté par le Collectif Théâtre Onze, sous la direction de Jacqueline Morlet et Christian Dupavillon, avec l'Orchestre des rencontres musicales (ORM), direction Jean-Marc Grob. Location au théâtre, 021 / 22 64 33. La nouveauté de la conception de ce spectacle est que le rôle de Didon est une figure manipulée par plusieurs acteurs et le chœur, dans une totale intégration scénique.

Théâtre Boulimie, place Arlaud 4 du ve 8 au sa 30 janv., 20h.45 (relâche di et lu et les 19 et 20 janv.) : *Ribuk*, spectacle d'humour de Lova Golovtchiner. Location : 021 / 22 97 00.

### NYON

Le cinématographe, cinéma Rex ma 12 janv., 20h.30 : *La ballade de Bruno*, de W. Herzog (RFA, 1977). Ismène Agepas

## La baisse du pouvoir d'achat

La presse écrite et parlée s'est fait l'écho dernièrement des préoccupations des salariés à propos de la vie chère. Pas étonnant, car en 1981 l'inflation atteint 7,2 o/o. Les augmentations les plus sensibles se retrouvent dans les domaines du chauffage et de l'électricité (11,0 o/o), de l'alimentation (11,1 o/o), des biens de consommation non-durables (8,9 o/o) et du logement (6,1 o/o). Ce sont ces postes qui frappent le plus durement les ménages salariés, en particulier ceux qui disposent de revenus modestes.

Là où, cependant, la presse glisse dans l'inexactitude, c'est quand elle affirme que l'inflation n'a pas porté atteinte, en définitive, au niveau de vie des salariés, que ceux-ci se retrouvent en 1982 avec le même pouvoir d'achat qu'au début 1981.

En réalité, les salaires ont baissé. A fin octobre 1981 la baisse moyenne était de 2 o/o par rapport à la même période en 1980. La perte est particulièrement sensible pour les salaires mensuels qui baissent de 2,6 o/o, tandis que les salaires à l'heure diminuent eux de 1,2 o/o. Certes les salaires ont-ils augmenté de 5 o/o en termes nominatifs d'octobre 1980 à octobre 1981 (5,8 o/o dans l'industrie et l'artisanat et 5,3 o/o dans le bâtiment pour les salaires horaires moyens; respectivement 4,6 o/o et 4,0 o/o pour les salaires mensuels). A fin décembre, une partie des salariés ont vu leur salaire augmenter à la suite de la compensation du renchérissement.

Jacques Schneider

Mais cela n'autorise pas à conclure à un maintien intégral du pouvoir d'achat. En effet, seule une partie des salariés ont reçu une pleine compensation du coût de la vie. Les salariés non-couverts par une convention collective sont pour la plupart discriminés sur ce plan. De plus, même dans les secteurs où des conventions collectives prévoient la compensation, le patronat en a souvent refusé tout ou partie. C'est vrai pour l'horlogerie et pour toute une série d'entreprises de la métallurgie qui prétendent que leur situation économique leur interdit d'accorder cette compensation.

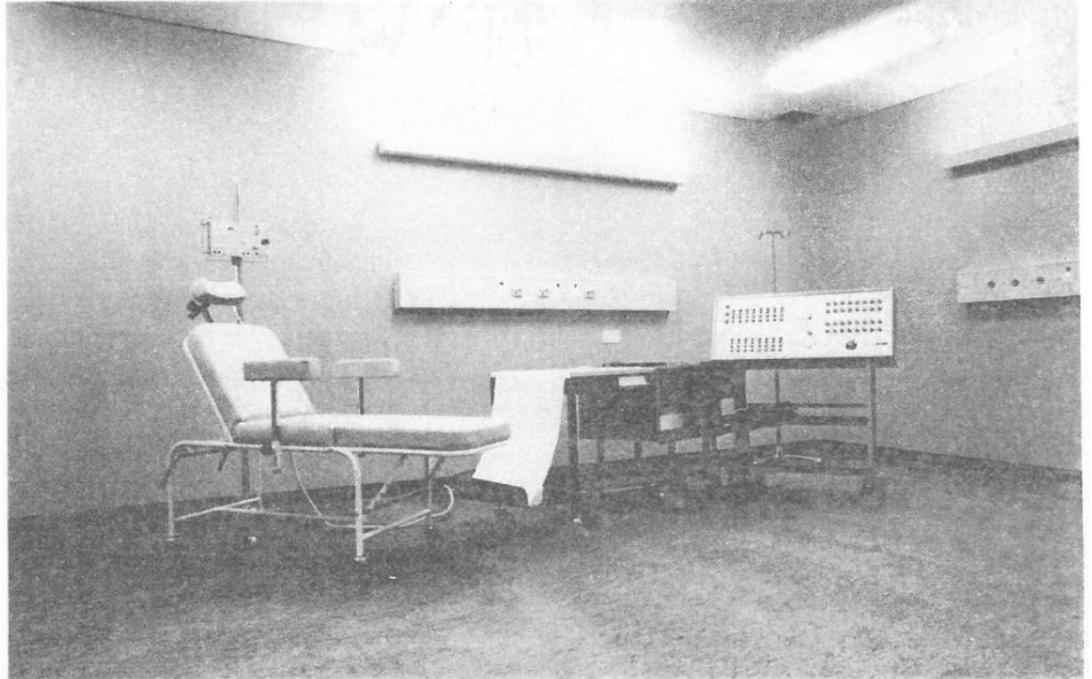
Enfin, la compensation du renchérissement, même si elle est versée intégralement en décembre, ne compense pas complètement la perte du pouvoir d'achat subie. N'étant pas rétroactive, elle ne couvre pas les pertes subies durant l'année écoulée, qui représentent souvent des sommes élevées. La FOBB a, par exemple, calculé que la perte, pour un ouvrier du bâtiment, s'est élevée à 800 francs en 1981. Il faut également souligner que la compensation du renchérissement conduit à une progression à froid sur le plan des impôts, les salaires passant dans des catégories fiscales plus élevées, alors que le pouvoir d'achat n'a pas augmenté en termes réels.

En conclusion, il faut admettre que les salariés connaissent une baisse de leur pouvoir d'achat. La seule réponse véritable serait une compensation intégrale de la vie chère à des intervalles beaucoup plus rapprochés (tous les trois mois par exemple) et des augmentations de salaire en termes réels pour compenser la progression à froid.

Cette situation est d'autant plus intolérable que les profits ont, eux, augmenté. Ce notamment grâce au fait que le temps de travail n'a pratiquement pas diminué en 1981, la moyenne du temps de travail hebdomadaire étant passée de 44,3 heures à 44,2 heures ! En contrepartie la productivité et le stress ont crû.

On retrouve comme un reflet de cette situation favorable aux profits dans le montant des dividendes versés aux actionnaires des entreprises. Le dividende moyen a été en 1980 de 14 o/o. Il s'agit du dividende moyen le plus élevé versé depuis 1974 (14,6 o/o). Des dividendes dépassant largement la moyenne furent, en 1980, versés dans les secteurs suivants : industrie alimentaire, des boissons et du tabac 44,5 o/o; industrie chimique 29,8 o/o; assurances 29,3 o/o. Ces pourcentages sont calculés sur la base de la valeur nominale de l'action, et non sur son cours en bourse, c'est-à-dire sa valeur de vente. Il n'en reste pas moins qu'avec de tels pourcentages, les capitalistes reçoivent largement plus que le montant de l'inflation !

Sources : "Vie économique" novembre et décembre 1981  
Service de presse de l'USS (3 et 24. 12. 1981).



Centre suisse pour paraplégiques de Bâle :

## LES TRAVAILLEURS PARALYSÉS ?

Le Centre suisse pour paraplégiques de Bâle a connu des patients d'une notoriété certaine, comme le coureur automobile Clay Regazzoni et le descendeur Roland Collombin. Leur style de casse-cou professionnel semble avoir déteint sur le médecin-chef du Centre, qui expliquait ainsi ses mesures de répression contre des militants syndicaux de "son" entreprise : "Lorsque quelqu'un me vise, je tire le premier, comme dans un duel".

### Des conditions moyenâgeuses

A l'origine de l'affaire, il y a les très mauvaises conditions de travail et le manque de personnel en découlant. Une partie du personnel soignant se décida à ne plus continuer à supporter cet état de choses, avec son cortège de stress, d'heures supplémentaires, de fatigue et de détérioration de la qualité des soins. Ce groupe s'engagea donc pour de meilleures conditions de travail et pour l'amélioration de la qualité des soins, en revendiquant en particulier la réduction du temps de travail, une embauche supplémentaire de personnel soignant et la possibilité de discuter lors d'admission de patients.

Mais ce groupe discuta aussi des moyens pour réaliser ces revendications et de la nécessité d'une organisation syndicale. Un communiqué de presse lui permit de se faire connaître et de trouver un intérêt débordant largement l'enceinte du Centre pour paraplégiques : quelques militants du groupe syndical VPOD de l'Hôpital cantonal et du "Bürgerhospital" proposèrent aux membres du groupe un programme d'action de la VPOD et l'adhésion syndicale.

C'est contre cela que réagit le médecin-chef Zäch et la direction du Centre. En professionnel des relations publiques qu'il était devenu après ses "coups" publicitaires autour des cas Regazzoni et Collombin, Zäch partit en guerre, recourant à toutes les combines : pressions individuelles, chasse aux sorcières, menace de licenciement, refus de cours de recyclage, etc. Il alla même, grâce à une étude soignée des horaires, jusqu'à convoquer une assemblée du personnel au moment précis où les membres

du groupe étaient quasiment absents du Centre. Ce qui lui permit d'impressionner — en l'absence de toute contradiction — nombre de sympathisants du groupe.

Mais cela ne lui suffit pas : il licencia deux employés — membres du groupe — et refusa l'engagement — pourtant promis — d'une infirmière qui avait eu l'audace de ne pas se désaffilier de la VPOD !

### Quelques premiers succès...

L'engagement des militants VPOD de l'Hôpital cantonal, du "Bürgerhospital" et des membres du groupe du Centre pour paraplégiques a déjà eu des effets positifs : de larges échos sont parus dans la presse, le programme régional de la télévision a parlé du cas, qui a entraîné en outre la plus forte mobilisation de ces dernières années à la Clinique psychiatrique universitaire; des travailleurs se sont syndiqués au Centre pour paraplégiques, où la situation s'est légèrement modifiée, puisque de nouvelles embauches ont été annoncées. Et l'on a même vu des membres de l'organisation corporatiste des infirmières passer à la VPOD.

### ... mis en cause par la politique de la direction syndicale

Ces premiers succès ont été durement acquis et ne sont nullement assurés. Et la direction de la VPOD en porte une lourde responsabilité. Visiblement sous l'influence des Conseillers d'Etat (et membres de la VPOD) Schmid et Schnyder — qui n'ont aucun intérêt à voir leur propre politique

de blocage du personnel remise en cause — et de la droite sociale-démocrate, qui préfère de loin l'entente cordiale avec le gouvernement et les directions des hôpitaux à la défense des militants syndicalistes actifs, la direction de la VPOD n'a cessé de temporiser et de naviguer entre les pressions de la droite et la volonté de défense unitaire des travailleurs et des syndiqués.

L'on sait que plusieurs discussions se sont déroulées entre le médecin-chef Zäch, le secrétaire de la VPOD Alleman et le conseiller national socialiste Gerwig. Mais leur objet est volontairement passé sous silence.

De même, sous prétexte de négociation en cours, Alleman refusa tout travail de popularisation et d'explication publiques de ce qui se passait au Centre pour paraplégiques.

Mais lors de la réunion des militants de la VPOD, il soutint tout d'un coup une motion demandant que l'on mène une large campagne publique contre la répression et les méthodes de Zäch. Depuis lors, plus personne n'a entendu parler de cette motion...

Nous estimons qu'il est aujourd'hui urgent de discuter ouvertement de ces différentes conceptions de la construction du syndicat, pour parvenir en commun à s'opposer à la politique offensive de la bourgeoisie. Et nous estimons qu'il est encore possible de lutter contre la répression au Centre pour paraplégiques. L'interpellation des POCH et du Parti du Travail au Conseil bourgeois (coresponsable du Centre) ainsi que le recours déposé par la commission du personnel contre les licenciements injustement fondés représentent autant d'occasions pour parvenir à constituer le rapport de forces permettant de renvoyer les méthodes de Zäch à leur véritable destinataire : le Musée préhistorique.

correspondant bâlois

ARGUMENTS



Initiative formation professionnelle :

LES 100 000 SIGNATURES SONT LA !

Eh, oui : à fin 1981, soit moins d'une année après son lancement, notre initiative "pour une formation professionnelle et un recyclage garantis" a déjà obtenu les 100 000 signatures nécessaires à son dépôt. Il ne reste plus qu'à rassembler, dans une dernière foulée, les 6 ou 8 000 signatures de la sécurité. Ce résultat, qualifié "d'exploit du PSO" par un quotidien romand, est triplement significatif.

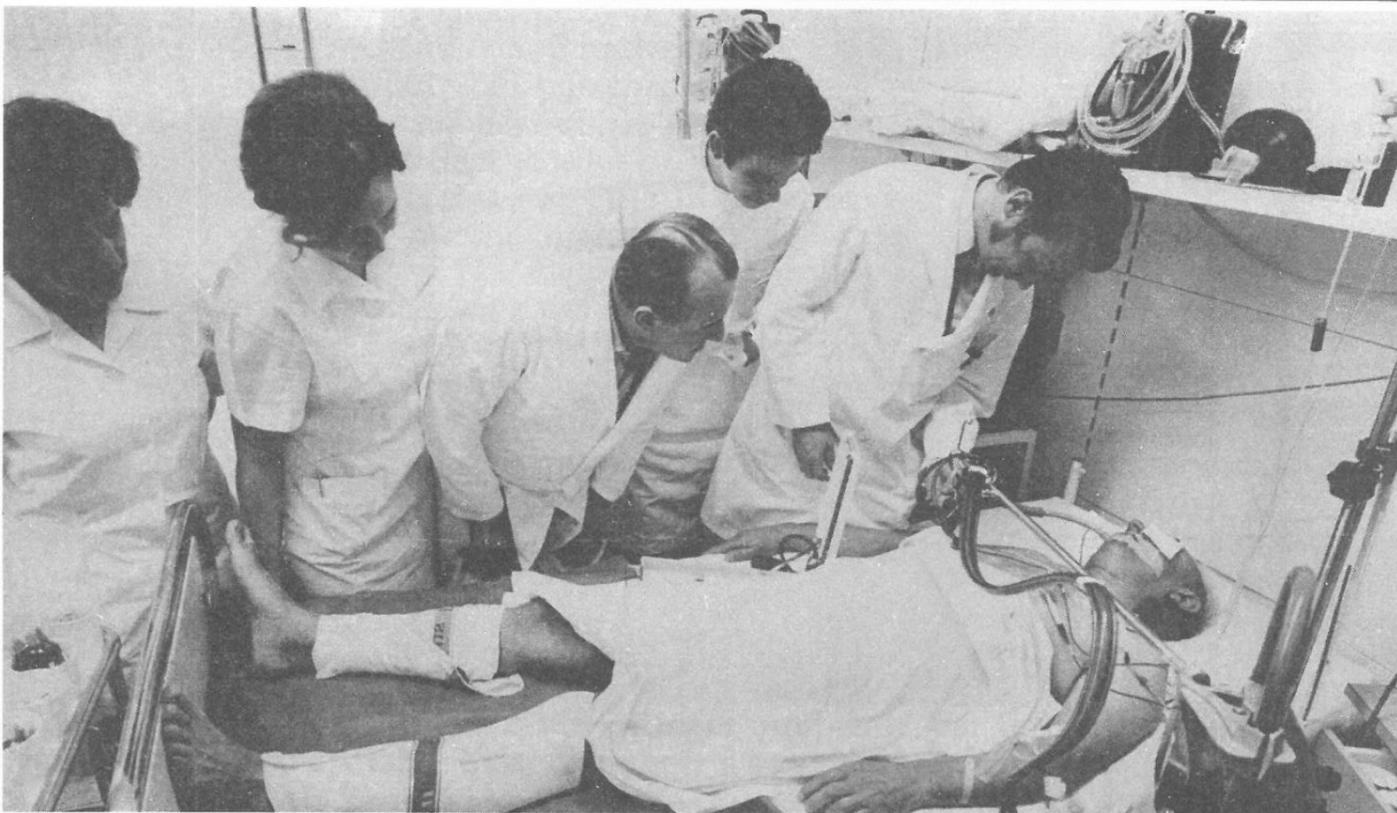
D'une part il souligne la réalité du problème de la formation professionnelle et du recyclage. Ce sont des dizaines de milliers de témoignages que les militant(e)s du PSO ont entendus sur les discriminations subies, les mauvaises formations acceptées à contre-cœur, les voies de garages expérimentées, le recyclage impossible. Le problème est là, bien là. Et la perspective avancée par le PSO — desserrer l'étau du monopole patronal sur la formation professionnelle par le biais d'ateliers publics d'apprentissage — éveille un intérêt à sa mesure.

D'autre part, ce premier succès est aussi un succès pour notre parti. C'est largement au-delà des milieux traditionnellement touchés par notre activité politique que la démonstration de l'utilité de l'existence et de l'action du PSO a ainsi été faite. Nul doute que cela stimulera, à court ou moyen terme, l'intérêt pour notre parti, son programme, ses positions et son action.

Enfin ce résultat place sous un jour encore plus sévère les échecs en matière d'initiative populaire des organisations du mouvement ouvrier. Lorsqu'une organisation de masse, comme l'Union syndicale suisse — qui regroupe près d'un demi-million de membres et dont le quart suffirait donc, en signant simplement, à assurer le dépôt d'une initiative populaire — n'arrive pas à déposer son initiative sur les 40 heures (janvier 1978) qu'en conclure ? Que le meilleur moyen pour déconsidérer une revendication consiste à lancer une initiative et à la laisser doucement s'enliser ? Ou alors que la plus grande force ouvrière de Suisse, vidée de sa substance par plus de 40 ans de paix du travail, ne sait plus comment mobiliser le quart de ses membres pour qu'ils se saisissent... d'un stylo ? Et si l'un et l'autre étaient vrais, que faire ?

Là encore nous croyons que notre initiative apporte une première réponse : son objectif clair, son opposition au régime patronal, le souci unitaire qui a guidé son lancement — et qui continuera à inspirer notre démarche — la mobilisation résolue de nos membres : autant de raisons de son succès, autant de leçons pour l'avenir.

Eric Peter



Réévaluation des fonctions à Zurich :

Le personnel hospitalier n'en veut pas

Les débats à propos de la discrimination des travailleurs hospitaliers à l'occasion de la nouvelle évaluation des fonctions (cf. La Brèche no 264 du 21. 11. 1981) se poursuivent : dans les services les discussions vont bon train; le syndicat chrétien — qui a découvert le pot aux roses — compte plus de 100 nouvelles adhésions; une discussion sur le rôle de la VPOD a commencé dans les colonnes de l'édition alémanique des "Services publics", le journal de la VPOD; et plus de 200 travailleurs hospitaliers se sont réunis une nouvelle fois à ce propos.

Une réévaluation politique

Invités par le syndicat chrétien, les municipaux Koller (démocrate-chrétien) et Bryner (socialiste) ont démontré l'aspect politique de cette confrontation. Pour justifier le fait que la nouvelle méthode d'évaluation continue à discriminer les travailleurs des hôpitaux, le municipal Koller "expliqua" qu'il y avait dans les hôpitaux des employés si peu qualifiés qu'un questionnaire normal ne pourrait les concerner. Ces gens ne savent pas l'allemand et n'ont souvent même pas suivi l'école ! L'assemblée hua Koller et la proposition d'un membre du PSO de supprimer les classes salariales les plus basses (environ 1 500 francs par mois) fut bien accueillie.

La suite de la discussion fit clairement apparaître que les prétendus critères scientifiques de la réévaluation des fonctions dépendaient au fond d'un rapport de forces politiques, ce que les municipaux présents n'ont même pas cherché à dissimuler. L'évaluation plus favorable de la police, qui cette année déjà reçoit une "indemnité de risque" (gratification pour les cogneurs, en fait) de 700 francs, le montre aussi.

Une riposte claire s'impose

C'est à cette confrontation politique que les syndicats doivent se préparer à répondre à notre avis. Pour cela, il faut qu'ils défendent dès le début des priorités telles que : \* l'amélioration de la classification de l'ensemble du personnel hospitalier et des homes, qui est aujourd'hui notoirement discriminé par une échelle des salaires spécifique;

\* Dans l'ensemble, une amélioration des valeurs salariales des catégories inférieures.

Pour réaliser ces revendications, il est nécessaire de maintenir une indépendance complète à l'égard de l'administration bourgeoise de la Ville :

\* pas de secret de fonction dans les commissions auxquelles participent des syndicalistes, mais au contraire information permanente des syndiqués;

\* discussion des priorités politiques de la révision des traitements par les représentants de l'ensemble du personnel organisé dans ses propres commissions et conférences, indépendantes de l'administration communale;

\* pas d'illusion sur le fait que des démonstrations scientifiques et des bons arguments permettront de faire passer les revendications du personnel dans les commissions. Les syndicats doivent exprimer massivement et activement la volonté de leurs membres : cela seul sera compris de l'exécutif communal;

\* une action solidaire de tous les syndicats : des chrétiens comme ceux de l'USS, des sous-sections communales et cantonales, serait bien plus importante que l'entente cordiale avec l'administration bourgeoise de la Ville.

correspondant Zurich

Charmilles Genève :

Licenciements massifs annoncés...

Des menaces très sérieuses pèsent sur l'emploi dans la métallurgie genevoise. Dans plusieurs entreprises, telles Hispano-Suiza ou Kugler, des restructurations se préparent. Ce sont pourtant les Ateliers des Charmilles qui donnent le coup d'envoi. Ils annoncent publiquement un "plan de redressement" qui comporte d'importantes compressions d'effectifs. Après la cession du secteur "turbines hydrauliques" aux Ateliers de constructions mécaniques de Vevey, la rationalisation de Motosacoche (société affiliée qui produit des moteurs) et la concentration des activités autour des machines-outils d'étincelage sont envisagées.

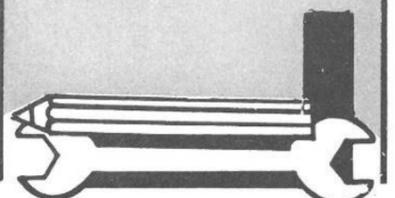
Après le refus de compenser intégralement le renchérissement en fin d'année dans certaines entreprises de la métallurgie genevoise, la restructuration brutale du groupe Charmilles menée tambour battant par André Raymond, directeur de l'entreprise, président de l'UIM (Union des Industriels en Métallurgie du canton de Genève) et vice-président de l'ASM (Association suisse des constructeurs de machi-

nes) fait figure de test pour l'ensemble du patronat. C'est pourquoi il est extrêmement important que les travailleurs et leur syndicat, la FTMH, relèvent ce défi.

Il faut avant tout éviter la logique des restructurations "en cascade", une entreprise après l'autre, qui usent la résistance des travailleurs et ne permettent pas le regroupement de toutes les forces autour d'une bataille centrale pour l'em-

ploi. C'est pourquoi la défense des postes de travail aux Charmilles doit devenir l'affaire de tous les ouvriers et employés de la métallurgie, par le biais de leur syndicat, la FTMH, et au-delà de toutes les organisations du mouvement ouvrier au niveau cantonal. Seule une mobilisation d'ensemble peut faire reculer le patronat.

correspondant métallurgie



"Le coup de force militaire n'est pas du tout une mauvaise nouvelle pour certains banquiers qui ont prêté à ce pays", titrait le Wall Street Journal le 21 décembre ! Il expliquait : "Le président Reagan peut condamner les événements en Pologne, mais de nombreux banquiers américains considèrent l'autoritarisme soviétique comme le meilleur espoir de recouvrer les quelque 1,3 milliards de dollars que la Pologne leur doit (...). La plupart des banquiers pensent que des gouvernements autoritaires sont une bonne chose car ils imposent la discipline. Chaque fois qu'il y a un coup d'Etat en Amérique latine, on se réjouit beaucoup et on sait que les demandes de crédit vont affluer".

C'en est assez pour comprendre, derrière les protestations et les mesures de rétorsions des gouvernements occidentaux, combien la bourgeoisie se sent rassurée. Et Jaruzelski ne dément pas. Après les arrestations, les premières condamnations (3 à 7 ans de prison pour des militants de Solidarność qui se sont opposés à l'état de guerre), les premières victimes aussi, la junte militaire vient de décider ce que ni Gomulka, ni Gierek, ni Kania n'avaient su imposer : une hausse massive des prix des biens de consommation et une forte dévaluation du zloty. La bureaucratie est décidée à faire payer aux travailleurs polonais le prix d'années de gabegie bureaucratique et s'en prend directement à leur niveau de vie.

Il est encore trop tôt — vu le manque d'informations également — pour juger comment la classe ouvrière va réagir à ces nouvelles mesures. Mais les premiers communiqués clandestins de Solidarność témoignent en tout cas d'une résistance passive, qui se prolonge au-delà des grèves des premières semaines. Notre solidarité doit donc se poursuivre ! Nous le faisons ici en donnant la parole à Solidarność et à ses militants.

SOLIDARITÉ AVEC SOLIDARNOŚĆ



Aux premières heures du coup d'Etat, les travailleurs se rassemblent devant le siège de "Solidarność".

Pologne :

# NOTRE SOLIDARITÉ CONTINUE!

Zbigniew Kowalewski\* :

## "L'AFFAIRE DE TOUS LES TRAVAILLEURS"

Les conquêtes de la grève nationale d'août 1980 ont ouvert une nouvelle phase de la lutte des travailleurs polonais décidés à prendre leurs affaires en main. Aujourd'hui, la contre-révolution est une réalité en Pologne. Le pouvoir bureaucratique, plongé depuis des mois dans une crise sans précédent, use de ses dernières armes. Devant l'inertie de l'administration civile de l'Etat, qui avait perdu toute capacité à diriger le pays, et devant la décomposition des bases du POU, le pouvoir a considéré que sa dernière planche de salut résidait dans son appareil militaire. L'état de guerre instauré par le général Jaruzelski contre la classe ouvrière et contre la société toute entière tente d'écraser la révolution ouvrière par des méthodes qui relèvent d'un véritable terrorisme d'Etat...

Ces derniers mois, l'incapacité de l'appareil d'Etat et du parti au pouvoir à satisfaire les besoins matériels les plus élémentaires est devenue évidente aux yeux de tous. Néanmoins, les travailleurs mettaient leurs espoirs dans la réforme économique fondée sur l'autogestion ouvrière qui devait entrer en vigueur à partir de janvier 1982, les libérant d'un strict contrôle de la bureaucratie centrale et leur permettant de prendre le pouvoir dans les entreprises. Le développement d'un contrôle social sur la politique économique et la perspective des premières élections libres aux parlements locaux, le printemps prochain, renforçaient ces espérances.

choisiront la première voie, nous donnons les conseils suivants :

- 1) En cas de grève, reste présent parmi les travailleurs; ne crée pas de comité de grève. Il ne faut pas qu'il y ait de leader;
- 2) Dans tes rapports avec les forces de l'ordre, tu dois être naïf : tu ne sais rien; tu es désorienté;
- 3) Solidarité doit rester présent dans chaque lieu de travail : ne te fais donc pas éliminer stupidement par des actes de bravoure inconsidérés;
- 4) Ne te venge pas sur ton prochain. Ton ennemi, c'est le milicien; l'employé trop zélé, le collabo;
- 5) Travaille lentement; critique le désordre et l'inefficacité des chefs; laisse toutes les décisions aux commissaires militaires et aux collabos; inonde-les de questions; fais-leur part de tes doutes; ne pense pas pour eux : fais l'imbécile;
- 6) Ne devance pas les décisions des militaires et des collabos par une attitude servile. C'est à eux de faire tout le sale travail. Tu crées

Au mois de novembre, l'abandon inattendu de la part du gouvernement de son propre projet de réforme économique et la décision de concentrer encore plus le pouvoir économique entre les mains de l'appareil bureaucratique provoqua une grande tension sociale. Dans de nombreuses entreprises et certaines régions, les travailleurs de Solidarité commencèrent dès lors à se préparer à la grève active afin d'exercer un contrôle sur les moyens de production et de distribution, d'instaurer une véritable autogestion ouvrière et d'imposer une réforme économique par le bas, au travers d'un vaste mouvement de masse.

Simultanément, pour assurer l'autodéfense en vue de la prise en main des entreprises et de leur gestion par les travailleurs, Solidarité commença à préparer la mise en place de gardes ouvrières. La question de savoir qui devait détenir le pouvoir — une minorité privilégiée ou les masses laborieuses elles-mêmes — commença à être discutée au sein de Solidarité. Une situation directement révolutionnaire surgit dès lors en Pologne. C'est alors que la hiérarchie de l'armée polonaise décida de mener à terme les préparatifs du coup d'Etat pour imposer sa dictature. Préparatifs qui avaient commencé depuis un an mais auxquels, dirigeants de Solidarité, nous avons prêté une attention insuffisante.

Aujourd'hui, le recours aux baïonnettes supprime non seulement la possibilité d'un socialisme ouvrier et autogestionnaire auquel aspirent les syndicats libres et les masses laborieuses polonaises, mais également les droits élémentaires de l'homme, du citoyen et du travailleur.

La révolution polonaise qui constitue l'une des expériences les plus avancées et les plus audacieuses au monde du point de vue de l'émancipation des travailleurs, court le péril de se voir écrasée. La classe ouvrière et le peuple polonais sont décidés à résister, mais ils ont besoin d'un appui unitaire et déterminé de la part des travailleurs du monde entier, et en premier lieu des puissantes organisations syndicales d'Europe occidentale. La défaite de Solidarité représenterait leur propre défaite.

Ce qui se passe aujourd'hui en Pologne est l'affaire de tous les travailleurs.

\* Zbigniew Kowalewski est membre du présidium de "Solidarité" pour la région de Lodz. Son article est paru dans "Le Monde" du jeudi 17 décembre 1981.

### LA BOURGEOISIE ET LE COUP D'ETAT

"Ces deux dernières semaines nous ont amené de bonnes et de mauvaises nouvelles. Une bonne nouvelle : le coup d'Etat en Pologne; une mauvaise nouvelle : l'ouverture à Genève des discussions USA-URSS sur la réduction des armes nucléaires de moyenne portée en Europe..." (Financial Times, 19. 12. 1981)

"Le coup de Varsovie n'aurait réussi qu'à condition de supprimer l'opposition durant la première semaine. Dans ces conditions, les autorités auraient pu annoncer une version modifiée de la réforme économique, combinée avec un retour aux institutions civiles. L'URSS et les pays d'Europe orientale auraient mis en oeuvre un plan d'aide économique à la Pologne auquel aurait volontiers collaboré l'Occident.

Le maintien de la résistance éloigne cette solution pour la plus grande consternation des dirigeants des pays de l'Est, comme pour ceux du bloc occidental.

Rappelons que par le passé, ces derniers avaient fait comprendre qu'ils appuieraient un coup d'Etat en Pologne. Etablissant une nette distinction entre intervention soviétique directe et intervention soviétique indirecte, l'Occident était prêt à accepter la première de ces deux solutions pour le respect de la loi et de l'ordre." (East-West, Fortnightly Bulletin, 18. 12. 1981)

La limpidité de ces prises de position se passe de tout commentaire.

## LES QUINZE COMMANDEMENTS DE LA RÉSISTANCE PASSIVE

Une organisation clandestine, "Organisation résistance Solidarité Silésie" a distribué sous forme de tract 15 conseils de résistance passive contre l'état de guerre. Depuis, Mazowsze, la section Solidarité de Varsovie, elle aussi clandestine, a repris ce texte et l'a diffusé dans la capitale polonaise.

Nous nous trouvons aujourd'hui devant le choix entre l'opposition et la capitulation. Pour ceux qui

- 7) Suis à la lettre les instructions les plus idiotes; ne cherche pas à résoudre les problèmes; laisse-les aux militaires et aux collabos, car la stupidité des règlements est ton allié le plus sûr. Souviens-toi, en même temps, d'aider dans chaque situation ton compagnon de travail ou ton voisin sans te soucier des règlements;
- 8) Si un salaud te donne l'or-

- dre de passer outre aux règlements, demande un ordre écrit; pleurniche; fais durer le jeu et le commissaire militaire, tôt ou tard, voudra avoir la paix; ce sera le commencement de la fin de la dictature;
- 9) Prends le plus souvent possible des congés de maladie ou pour t'occuper de tes enfants;
- 10) Dans tes relations privées, boycotte ouvertement les collabos et les salauds;
- 11) Aide les familles des arrêtés, des blessés, de toutes les victimes;
- 12) Crée dans ton entreprise des caisses d'aide sociale;
- 13) Participe activement à la dif-

fusion de la propagande du bouche à oreille; transmets toutes les informations sur la situation actuelle, les actes de résistance;

14) Peins des slogans sur les murs; colle les affiches, distribue les tracts et les écrits indépendants, mais souviens-toi toujours qu'il faut prendre les précautions nécessaires;

15) Dans ton activité, garde toujours à l'esprit deux principes : je n'ai pas besoin d'en savoir plus qu'il ne faut et le plus important aujourd'hui est de lutter pour la libération nationale, l'abrogation de l'état de guerre, le respect des libertés civiles et syndicales.

**LA PLUS LONGUE EXPÉRIENCE  
DE RÉVOLUTION POLITIQUE**

Si l'on compare ces 18 mois aux luttes antibureaucratiques de 1956 en Pologne et en Hongrie ou de 1968 en Tchécoslovaquie, un trait nouveau est frappant : la longue durée qui sépare les premières grèves de l'été 1980 — qui ont abouti à la constitution de Solidarność — de la riposte militaire de la bureaucratie. En 1956 en Hongrie, les troupes soviétiques interviennent peu après les premières manifestations de révolte d'octobre et écrasent en quelques semaines la résistance des conseils ouvriers hongrois. En 1968 en Tchécoslovaquie, le processus de réformes entamé en janvier par l'aile réformatrice du parti est bloqué en août par l'intervention soviétique et les conseils ouvriers ne se développent largement qu'après l'intervention. En Pologne en revanche, pour la première fois dans l'histoire d'une révolution politique<sup>1)</sup>, il aura fallu un an et demi à la bureaucratie pour oser et pouvoir réprimer massivement la classe ouvrière.

Deux éléments au moins expliquent cette évolution. Pour la première fois, en Pologne, la révolte antibureaucratique a donné naissance à une organisation de masse de la classe ouvrière, indépendante des structures du pouvoir et du parti : Solidarność avec ses 10 millions de membres. Les expériences passées de la "déstalinisation", des "réformes" successives du parti n'ont en effet laissé aux travailleurs aucune illusion. En 1956, le mouvement des conseils ouvriers en Pologne avait très rapidement été canalisé par un changement à la tête du parti (avec l'arrivée de Gomulka en qui les travailleurs avaient alors confiance). En 1968 en Tchécoslovaquie, la réforme du parti, accueillie d'abord avec scepticisme par les travailleurs, avait ouvert la porte à un mouvement de masse qui, bien vite, dépassa le cadre réformiste que proposait Dubcek (ce qui fut la cause de l'intervention soviétique). En 1970, les grèves des ports de la Baltique avaient à nouveau conduit au remplacement de Gomulka par Gierek, sans qu'aucun changement réel n'apparaisse pour les travailleurs.

De toutes ces expériences, les travailleurs polonais ont tiré, en été 1980, une conclusion fondamentale : le régime bureaucratique ne sera pas aboli par une réforme du parti (comme veut encore le faire croire le Parti du Travail, par exemple) mais par la reconquête d'une organisation indépendante des travailleurs eux-mêmes, capable d'imposer son propre contrôle sur la société. Tel a été le point de départ de Solidarność, et sa force redoutable pour le pouvoir bureaucratique. Pour la première fois dans un "Pays de l'Est", des millions de travailleurs organisés ont reconquis leur indépendance politique envers le pouvoir. Cette force sociale et politique de la classe ouvrière explique, évidemment, les difficultés de la bureaucratie à affronter directement les travailleurs.

Le second élément, découlant du premier, est que le développement de Solidarność a profondément accentué la crise du stalinisme, dans le pays et à l'échelle internationale. Il devenait patent que la classe ouvrière s'opposait massivement au régime bureaucratique ! Le POUP (PC polonais) lui-même a commencé à se diviser, de multiples cadres intermédiaires de l'appareil d'Etat se sont mis à hésiter et, même au Kremlin, on savait qu'il serait plus difficile de venir à bout de cette classe ouvrière organisée que d'oppositionalistes minoritaires ou de dirigeants trop réformateurs d'un "parti frère". C'est ce qui explique d'ailleurs le coup du 13 décembre : pour la première fois depuis Staline, Jaruzelski cumule les fonctions de général, premier ministre et dirigeant du parti ! Il ne restait à la bureaucratie que le "dernier carré" de son appareil militaire<sup>2)</sup> pour frapper la classe ouvrière.

Mais la frapper est une chose, la faire totalement "rentrer dans le rang" en est une autre. L'expérience accumulée par des millions de travailleurs polonais au cours de ces 18 mois, la force sociale qu'ils y ont acquise rend encore difficile, pour le régime bureaucratique, de stabiliser durablement la situation. Quelle que soit l'évolution à venir, l'expérience de Solidarność restera l'expérience la plus avancée de révolution politique.

**DE SOLIDARNOŚĆ  
AU CONTRÔLE OUVRIER**

Dès juillet 1980, la lutte des travailleurs polonais s'est en effet affirmée comme une lutte pour que les travailleurs puissent être réellement maîtres des décisions d'un régime socialiste. Comme nous l'avons toujours souligné, Solidarność n'a jamais été simplement un syndicat, à côté des institutions politiques bureaucratiques. Il ne pouvait pas l'être précisément parce que, dans une économie nationalisée contrôlée par un appareil bureaucratique, celui-ci ne peut pas tolérer une expression indépendante des masses, une atteinte à son monopole absolu du pouvoir. C'est la grande différence avec un régime capitaliste où, dans des conditions "normales", le patronat sait qu'il peut tolérer certains droits démocratiques parce qu'il peut faire jouer les lois du marché contre les travailleurs (licenciements, fermetures d'entreprises, rattrapage des hausses de salaires sur les prix, etc...).

Dès le départ, Solidarność a dû intervenir directement contre le monopole du pouvoir bureaucratique. Durant les grèves de Gdansk, toute la vie économique et sociale a été organisée par les travailleurs en fonction de l'objectif

*Le coup militaire du général Jaruzelski a brisé net l'élan de 18 mois de conquêtes de la classe ouvrière polonaise. Mais cette issue n'était pas fatale et il n'est d'ailleurs pas certain, un mois après, que le général de la bureaucratie polonaise parvienne à "normaliser" définitivement la situation.*



**Pologne, août 1980 – décembre 1981 :  
18 MOIS DE LUTTE  
POUR LE POUVOIR OUVRIER**

fixé : gagner la reconnaissance du syndicat indépendant. Les services, certaines entreprises utiles à la poursuite du mouvement, les transports ont continué de fonctionner sous le contrôle des travailleurs. Contrôle possible grâce à une large démocratie du mouvement : un comité de grève (dont tous les débats étaient diffusés par mégaphone) représentant plusieurs entreprises était mis sur pied. Il deviendra le noyau de Solidarność.

Très vite, Solidarność se trouve confronté à des décisions qui, au-delà de leur aspect immédiat, manifestent la volonté d'organiser et de planifier différemment la production et la vie sociale. En octobre 1980, Solidarność revendique et obtient que les hausses de salaires soient inversement proportionnelles à leur montant. En novembre, après une lutte d'ensemble, ils obtiennent une augmentation des budgets de la santé, de l'éducation, de la culture. Ce sont donc l'ensemble des choix sociaux de la bureaucratie qui sont en cause, comme l'exprimait A. Gwiazda, alors vice-président du syndicat : "Les gens de la sphère du pouvoir nous demandent pourquoi on se bat ? Ce stade ne nous appartient-il pas au même titre que la terre et les usines ? Mais ils ne disent jamais que ce que nous produisons nous appartient également. Notre objectif est d'arriver à ce que dans nos fabriques, avec nos machines nous produisons pour nous-mêmes ce qui nous est nécessaire".

**LA CONFRONTATION ÉTAIT INÉVITABLE**

Ce formidable mouvement pour l'autogestion ouvrière indique quels sont les buts d'une révolution politique dans les pays dits "socialistes".

Ceux-ci n'ont de "socialiste" que la base économique, une économie nationalisée. Mais cette économie elle-même est sans cesse conduite à la gabegie par la bureaucratie. En 1979, un membre de l'Association économique polonaise (officielle) soulignait : "Les entreprises luttent contre le plan, en dissimulant les capacités de production et les stocks, en contournant les ordres et les interdictions. Elles créent tout un réseau non officiel de dépendances, tout un maquis économique réglé par ses propres critères et motivations contradictoires avec le plan central"<sup>3)</sup>. Et un économiste, ancien conseiller gouvernemental, précise : "Etant donné que chaque représentant de la bureaucratie a une disposition limitée des moyens de production, il tend à maximaliser et cela dans le temps le plus court possible les

privilèges matériels que sa fonction lui autorise."<sup>4)</sup> Il s'ensuit un véritable gaspillage : si, au plan central, la bureaucratie doit tenir compte des aspirations populaires dans l'élaboration des choix économiques, au niveau des entreprises, ses mandataires ne se sentent limités que par la pression des travailleurs de celle-ci. Ils cherchent non à produire ce dont les travailleurs ont besoin, mais à accomplir sur le papier les ordres venus d'en haut. Cela pour empêcher le plus possible de primes, dont ils distribueront les miettes aux producteurs et se garderont la part du lion.

Il s'ensuit les multiples privilèges que les travailleurs n'ont cessé de dénoncer : compléments salariaux importants pour les directeurs et hauts fonctionnaires ainsi que leur famille, logements et villas pour cadres et fonctionnaires (voire possibilité d'achat de logements à prix réduits), magasins spéciaux pour bureaucrates, possibilités de voyages, de villégiatures, etc...

On comprend, à partir de là, pourquoi la bureaucratie tient si fermement à son monopole du pouvoir ! La bureaucratie est une véritable caste qui s'est greffée sur l'économie nationalisée et n'a que mépris pour les travailleurs, surtout si ceux-ci se mettent à vouloir contrôler l'économie à sa place.

Depuis l'été 1980, les travailleurs polonais se sont heurtés à cette caste bureaucratique. Il est parfaitement mensonger de prétendre que le gouvernement, les directeurs d'entreprise et les hauts fonctionnaires ont voulu négocier avec Solidarność. Le coup du 13 décembre l'a confirmé. Mais il faut surtout rappeler que, depuis l'été 1980, aucun des accords passés avec les syndicats indépendants n'a été réellement appliqué ! Un exemple parmi tant d'autres : après les incidents de Bydgoszcz où la milice avait frappé des responsables de Solidarność, la grève générale avait été évitée de justesse sur promesse des autorités de mener une enquête et de punir les coupables. Ceux-ci n'ont jamais été même recherchés ! De même, les promesses de "négociation" entre le gouvernement, l'Eglise et Solidarność n'ont eu que pour but de faire traîner les choses en attendant d'avoir mis au point l'intervention militaire.

Cette volonté de réorganiser la société (souvent exprimée par la formule "Solidarność est un mouvement social") se heurte cependant sans cesse à la gabegie et à l'incurie des bureaucrates, quand ce n'est pas au blocage des accords passés. Dans certains cas, les travailleurs imposent par la grève un changement de directeur. A Katowice, des com-

missions de contrôle de la distribution sont mises sur pied. A Gdynia, les dockers s'opposent à l'exportation de nourriture qui fait défaut au pays. A la fabrique de tracteurs d'Ursus, les travailleurs imposent, en coopération avec les paysans, un changement du plan de production après avoir constaté des gaspillages. Dans les imprimeries, des grèves ont lieu contre la censure des journaux. Pendant ce temps, la bureaucratie, qui a fait mine de négocier, refuse toujours l'application effective des accords de Gdansk (entre autres sur l'accès aux mass media, les épurations, les droits d'intervention des travailleurs).

Avec l'année 1981, les premières tentatives de développement de conseils de travailleurs apparaissent, le débat sur l'autogestion est lancé. Solidarnosc de Lodz met au point un projet de statut des conseils ouvriers qui les présente comme "en perspective les organes permanents de l'autogestion ouvrière. Mais jusqu'à l'instauration de l'autogestion, ils doivent être des organes permanents de lutte des travailleurs pour celle-ci et le contrôle ouvrier sur l'activité des entreprises". "Pour freiner le gaspillage dans l'économie nationale à tous les niveaux, Solidarnosc devrait tendre à créer au plus tôt des conseils ouvriers qui seraient la véritable direction sur le terrain", décident les délégués du congrès régional de Solidarnosc de Varsovie en juin.

Enfin, le Congrès de Solidarnosc en septembre, constatant le blocage systématique que la bureaucratie oppose à tout développement de l'autogestion ouvrière, décida que ce serait aux travailleurs de trancher, par l'organisation d'un référendum national dans les entreprises. C'est cette volonté de prendre directement le contrôle de la production et de la vie sociale que Jaruzelski, Brejnev, les petits frères du Parti du Travail et bien des sociaux-démocrates occidentaux ont qualifié de "tendances extrémistes et d'anarchie" !!

En fait, ce que préconisait Solidarnosc était la seule voie possible d'un socialisme réellement démocratique et géré par les travailleurs : "Les organes d'autogestion territoriale devraient être liés à tous les autres organes d'autogestion. Il faut tendre à une réforme autogestionnaire de l'ensemble du système étatique", écrivait le Bulletin de Solidarnosc de Cracovie. La Fédération nationale pour l'autogestion (formée à mi-octobre par des coordinations régionales de conseils) allait dans le même sens, revendiquant au bout du compte une "Diète" des conseils ouvriers, pour aboutir à "la socialisation de l'économie et de l'Etat".

C'est contre ce danger de "socialiser l'Etat et l'économie" — et donc de mettre fin à son monopole du pouvoir, que la bureaucratie a décidé de déclarer la guerre à la classe ouvrière.

Bien des militants de Solidarnosc savaient, dans ces conditions, qu'une confrontation serait inévitable. Elle avait déjà lieu tous les jours, sur toutes les questions de la vie des entreprises, des choix sociaux, des droits démocratiques. Dans Solidarnosc, particulièrement lors du congrès de septembre, une part très importante des délégués a insisté pour accélérer la mise en place de l'autogestion ouvrière, renforcer le contrôle direct des travailleurs. Les tentatives de conciliation sans résultats, dont Walesa s'est souvent fait le porte-parole, ont été fortement critiquées.

Contrairement à ce que répètent en chœur les staliens, les sociaux-démocrates et bien des gouvernements bourgeois, ce ne sont pas les tendances "radicales", les plus décidées à réaliser l'autogestion ouvrière qui ont été les plus dangereuses. Elles ont au contraire été les plus lucides sur la confrontation à venir. Un développement plus rapide de l'autogestion ouvrière, une centralisation

plus efficace des conseils ouvriers, leur préparation consciencieuse à l'inévitable confrontation avec le pouvoir n'auraient pu qu'améliorer les chances d'une riposte ouvrière aux premiers signes de la répression bureaucratique. L'absence de riposte de Solidarnosc lors de la prise de la caserne des pompiers — alors que ceux-ci demandaient son soutien — a été un indice pour la bureaucratie : elle pouvait frapper, le syndicat n'était pas préparé à une offensive militaire.

### L'ISSUE N'ÉTAIT PAS FATALE

Dans presque tous les commentaires qui se font aujourd'hui sur le coup du 13 décembre, une idée, fautive, revient sans cesse : la bureaucratie, forte de l'appui de l'URSS, ne pouvait qu'écraser les travailleurs polonais. Comme si, de 1956 à 1981, la répression bureaucratique ne pouvait, à chaque coup, qu'être victorieuse (et conforter du coup tous ceux qui versent dans l'anticommunisme !).

Pour nous au contraire, l'issue du 13 décembre n'était pas fatale. Que la bureaucratie veuille, à chaque fois, écraser toute expression indépendante des travailleurs est une évidence. Mais qu'elle réussisse à l'imposer ne l'est pas, même avec l'appui des troupes soviétiques. Mais pour ne pas se trouver désemparé par le coup de force militaire, Solidarnosc aurait dû le prévoir par une organisation de l'autodéfense ouvrière. En 1956 en Hongrie, les conseils ouvriers avaient organisé leurs propres milices, leur propre garde des locaux, et au moment de l'intervention soviétique une partie de l'armée avait passé du côté des travailleurs. Plusieurs indices montrent qu'en Pologne l'armée rechigne à appliquer les ordres, laissant le soin aux corps spéciaux de la milice de réprimer les ouvriers. Si à la force sans précédent de la classe ouvrière polonaise, organisée dans Solidarnosc, s'était ajoutée une politique consciente d'autodéfense ouvrière, même les troupes du Pacte de Varsovie auraient eu de la difficulté à entreprendre un coup de force. En Tchécoslovaquie, en 1968, il ne faut pas oublier non plus que c'est la direction de Dubcek qui a tempéré tout effort de résistance, laissant les travailleurs désemparés devant les chars.

Ce que nous apprend aussi la lutte des travailleurs polonais, c'est que la prochaine mobilisation ouvrière contre le régime bureaucratique devra, si elle veut être victorieuse, lier étroitement le développement du contrôle ouvrier et de l'autogestion à l'organisation des masses contre tout coup de force militaire. Forte de l'appui de millions de travailleurs, elle pourra alors envisager de faire aboutir, enfin, un socialisme authentiquement entre les mains des travailleurs.

M. Thévenaz

- 1) Une révolution politique vise au renversement de l'appareil d'Etat sans pour autant modifier la base économique et sociale du régime. C'est le cas pour les pays qui ont aboli le capitalisme et sont dominés par un régime bureaucratique. Tandis qu'une révolution sociale, comme dans les pays capitalistes, devra non seulement renverser l'appareil d'Etat mais également transformer de fond en comble les rapports de propriété existants.
- 2) L'armée n'est en fait que l'ultime rempart du POUP et de l'appareil d'Etat. La majorité des officiers et cadres de l'armée sont membres du POUP. Il est donc faux de prétendre que Jaruzelski aurait agi contre le parti.
- 3) S. Kurowski, Les conditionnements doctrinaires de la crise actuelle en Pologne. Varsovie, 12. 5. 1981.
- 4) J. Balcerak, L'autogestion ouvrière et les structures économiques du pays. Brochure, Varsovie, 1981.

## Le Parti du Travail et la Pologne :

### PAS UN MOT POUR



La Voix Ouvrière des 17 et 24 décembre 1981 (Nos 50 et 51) a consacré plusieurs pages à la crise polonaise contenant un communiqué du secrétariat du Parti du Travail (PdT) du dimanche 13 décembre, une déclaration du Bureau Politique du 20 décembre et un article de Karl Odermatt, "Les raisons de la crise", précédé d'une introduction d'André Rauber, rédacteur à la Voix Ouvrière.

Le PdT ne cesse d'y répéter que son programme "condamne toute atteinte aux droits fondamentaux et aux libertés démocratiques en Suisse comme partout ailleurs", qu'il a pris connaissance "avec inquiétude" de l'évolution de la situation en Pologne, que le régime militaire "ne peut que choquer de nombreux démocrates et militants syndicaux". Mais on cherchera en vain dans toutes ces lignes, phrases et périphrases la seule conclusion concrète qu'impose la situation : un mot, un seul, pour la défense de SOLIDARNOSĆ !

En septembre 1980 (VO no 35, 5 septembre 1980), André Rauber, de retour de Pologne, fustigeait les "tartuffes" de la démocratie occidentale : "C'est justement sur le problème des libertés syndicales que la tartufferie des mass media occidentaux atteint ses sommets; surtout dans notre pays où l'on s'oppose à tout droit de grève des fonctionnaires fédéraux, où l'on tolère le licenciement de militants syndicaux, où l'on voue aux gémonies toute idée de participation des travailleurs aux décisions économiques et sociales. Oui, nous nous félicitons nous aussi de la victoire des ouvriers polonais car pour nous la satisfaction des intérêts de la classe ouvrière ne peut être divergente selon le régime social dans lequel elle vit".

En fait de tartufferie, Rauber et le PdT en atteignent à leur tour le sommet ! La déclaration du Bureau Politique du PdT souligne en effet : "Le recours à des mesures d'exception n'aurait pas été nécessaire si la démocratie socialiste avait disposé des moyens institutionnels de régler les conflits inévitables par le dialogue et la négociation (...) notamment par une participation plus directe des travailleurs à la conduite du pays". Mais ce que le PdT ne dit pas, ce que la VO n'a jamais voulu admettre depuis l'été 1980, c'est que le gouvernement polonais, la direction du POUP et tout son appareil bureaucratique et militaire n'ont jamais voulu ni la négociation ni la participation des travailleurs ! Des fameux accords de Gdansk, il n'y a même pas eu le début d'application. Le droit de Solidarnosc à user des mass media n'a jamais été accordé. Et dès que Solidarnosc a voulu entreprendre la réalisation effective de l'autogestion ouvrière, la bureaucratie l'a accusé de vouloir "changer le système", de "créer l'anarchie" afin de justifier le rétablissement par la force militaire de son pouvoir absolu sur la gestion du pays.

Karl Odermatt, dans son article consacré aux "raisons de la crise" reprend d'ailleurs allègrement à son compte la thèse de Jaruzelski en accusant les "extrémistes de Solidarnosc" d'avoir voulu "exploiter le vide du pouvoir provoqué par la crise du POUP" et de n'avoir "plus cherché à démocratiser mais à changer le système" ! D'où provenait cette "crise du POUP", camarade Odermatt ? Qui a "exploité le vide du pouvoir" non pour "démocratiser le système" mais pour imposer la dictature de l'appareil militaire et bureaucratique ? Autant de questions auxquelles les prudents commentateurs du PdT se gardent de répondre, préférant s'en prendre aux "extrémistes" de Solidarnosc qui ne voulaient rien d'autre que l'application des accords de Gdansk, la réalisation de la "participation des travailleurs à la conduite du pays" !

Le communiqué du Bureau Politique, dans la même veine, souhaite — comme Jaruzelski d'ailleurs ! — "la reprise des négociations entre les différentes composantes de la société polonaise, en évitant tout ce qui, de part et d'autre, fait obstacle à cette concertation". Non seulement de telles négociations n'ont jamais été réellement entamées, comme on vient de le rappeler, mais il faut en outre une belle dose de cynisme pour proposer à Solidarnosc de s'asseoir à la même table que Jaruzelski au moment où celui-ci interdit le syndicat, arrête des milliers de ses membres et instaure l'état d'exception !

Des beaux principes démocratiques du PdT il ne reste qu'une chose : l'acceptation de fait du coup de force militaire ! A aucun moment d'ailleurs le PdT n'a exigé la levée de l'état de guerre, la libération des syndicalistes (y avait-il donc 5 000, 10 000, 50 000 "extrémistes" ?), la liberté d'action pour Solidarnosc. C'est tout dire...

Le PdT peut continuer à se plaindre, à prétendre qu'on "déforme ses positions", que celles-ci sont "mal comprises". En l'occurrence, on l'a parfaitement bien compris : il est du côté de l'ordre bureaucratique contre le plus fort syndicat indépendant que les pays dits "socialistes" aient jamais connu, contre les 10 millions de travailleurs polonais de Solidarnosc.

M. Thévenaz, 4. 1. 1981



Jaruzelski (au centre) et ses compères du Pacte de Varsovie, lors des dernières manoeuvres en Pologne.

## Entretien avec trois membres de Solidarność

Nos vœux :

# « LA SOLIDARITÉ LA PLUS LARGE POSSIBLE AVEC LES TRAVAILLEURS »

L'entretien qui suit a eu lieu le 10 décembre 1981, trois jours avant le coup d'Etat militaire en Pologne. Cependant nous estimons qu'il rend bien compte des aspirations des travailleurs polonais. L'étendue de leurs réalisations et de leurs projets met bien en évidence qu'un nouveau pouvoir ouvrier naissait en Pologne. La violence de la bureaucratie (coup d'Etat militaire et répression de masse) est à la mesure de sa haine de la classe ouvrière et de la terre qu'elle a éprouvée. La solidarité des travailleurs occidentaux avec les travailleurs polonais contribuera à faire vivre cet espoir.

**Franciszek :** J'ai commencé à travailler dans l'imprimerie en février 1945, juste avant la démobilisation. En 1956, j'habitais à Varsovie, alors je n'ai pas participé aux grèves de Poznan. Mais j'y suis allé et j'ai vu l'intervention de la police et de l'armée sans prendre une part active aux grèves. Toutes les usines avaient cessé de travailler. J'ai participé aux mouvements de grèves suivants : les quelques grèves temporaires et locales qui avaient eu lieu dans l'imprimerie avant 1970, puis 1970 et 1976. J'ai alors fait grève.

Depuis août 1980 je prends une part active aux luttes. J'ai été élu président du comité de grève dans l'imprimerie où je travaille, section de Poznan. Je participe au mouvement national de l'imprimerie. A l'heure actuelle, je reste président de la commission de grève et je fais du travail syndical. J'ai fait tous les arrêts de travail depuis août 1980 et participé à toutes les confrontations.

Je travaille dans une grande imprimerie qui a 2 000 travailleurs. Seuls 3 o/o des travailleurs ne sont pas membres de Solidarność. Il y a un comité d'autogestion ouvrier (conseil ouvrier)<sup>1)</sup> dans mon imprimerie.

**Henryk :** Je travaille dans une fabrique de machines de construction (bâtiment). Je suis technicien-mécanicien. Je contrôle la qualité de la production. Mon usine est à Wrocław et compte 1 450 ouvriers. Je suis délégué au MKZ de Basse-Silésie.

Depuis 1980 il y a une organisation syndicale qui regroupe 96 o/o des travailleurs, partiellement même la direction. Nous avons un nouveau directeur élu (parmi des candidats choisis par concours) qui est membre de Solidarność ! Nous sommes en train d'organiser les élections pour l'autogestion ouvrière. Le comité mis en place s'occupe de préparer les statuts et l'organisation des élections et fonctionne comme comité provisoire

Il y a déjà six semaines que la délégation de Solidarność est venue en Suisse. Elle apportait avec elle les espoirs de la classe ouvrière polonaise, l'autogestion et le rétablissement de la situation économique, la liberté pour les travailleurs de décider de leur destin. Le coup d'Etat contre-révolutionnaire de Jaruzelski et de la Nomenklatura de Varsovie et de Moscou nous confronte à un autre combat.

Nous voulons ici rappeler ce qu'a représenté pour des centaines de participants aux meetings et aux rencontres le contact avec la délégation de Solidarność. Ce n'est pas un chant funèbre que nous entonnons : notre solidarité va à cette force vive qui fait trembler les bourgeois et les bureaucrates.

A Lausanne, Genève, Fribourg, à la Vallée de Joux, à Bienne, Neuchâtel et dans le Jura, au travers des assemblées publiques et des visites d'entreprises, c'est un intérêt passionné que suscitent nos camarades polonais. Aux portes des entreprises et à la sortie des meetings, en quelques jours, ce sont près de 10 000 francs qui sont rassemblés pour soutenir Solidarność. Les visites d'entreprises ont touché les secteurs les plus divers : imprimerie, métallurgie, coopératives agricoles, établissements hospitaliers, des centres de formation également. Dans tous les cas, les mêmes préoccupations, les mêmes intérêts : pour quelle société vous battez-vous ? quelle démocratie ? quels liens avec le Parti communiste ? quel est le rôle des femmes ?, etc., etc...

Ces quelques jours de contacts ont permis ce qu'un an d'information dans la presse bourgeoise ne cherchait qu'à éviter : un immense mouvement de solidarité avec les luttes des travailleurs polonais se développait rapidement au sein de la classe ouvrière de Suisse. Et pour des raisons évidentes, ces rencontres soulevaient l'espoir des travailleurs de notre pays aussi vers un avenir qui soit le leur.

C'est cet espoir également qu'a voulu briser le coup d'Etat.

Le développement du mouvement de solidarité avec Solidarność réprimé, du mouvement de révolte contre le coup des bureaucrates témoigne à son tour de cette même conscience de l'internationalisme.

\* SOUTIEN TOTAL A SOLIDARNOŚĆ JUSQU'À LA VICTOIRE FINALE.

K. G.

du conseil ouvrier. Ce comité sera dissous après l'élection du comité d'autogestion ouvrier.

Il y a une grande différence entre la nature du syndicat Solidarność et celle du comité d'autogestion ouvrier. Solidarność ne s'occupera que des affaires sociales et syndicales dès que le comité d'autogestion sera élu. Le comité d'autogestion ouvrier s'occupera de la gestion de l'usine, du contrôle économique effectif de la production et de la distribution (tâches gestionnaires).

**Danuta :** Je suis bibliothécaire à la bibliothèque d'une voïvodie (département). Je m'occupe des fiches du catalogue. Je suis les publications qui sortent, je les fiche et prépare les cartes. Cette institution culturelle publique emploie 620 personnes et contrôle les achats et la distribution vers les filiales (différentes villes). Solidarność compte 603 syndiqués sur les 620 employés. Au département central, à Gdansk, en fait à la direction administrative, il y a 60 employés. Tous sont syndiqués à Solidarność sauf deux directeurs et le premier secrétaire. Jusqu'ici il n'y a eu aucun mouvement spécial dans mon département.

Dans Solidarność, le rôle des femmes est égal à celui des hommes. Par exemple, je suis

déléguée permanente de Solidarność, membre de la direction générale de la région de Gdansk, ce qui est quand même une fonction assez élevée.

La vie est très difficile depuis la crise économique (queues, etc.). Pour les militants ouvriers, le problème du ravitaillement est un réel problème.

Nous avons une fois par semaine une réunion de la commission d'entreprise, une fois toutes les deux semaines une commission régionale, et une réunion extraordinaire selon la situation. Quotidiennement, on travaille, on résout les problèmes. Le samedi et le dimanche, on fait la préparation du matériel de réunion.

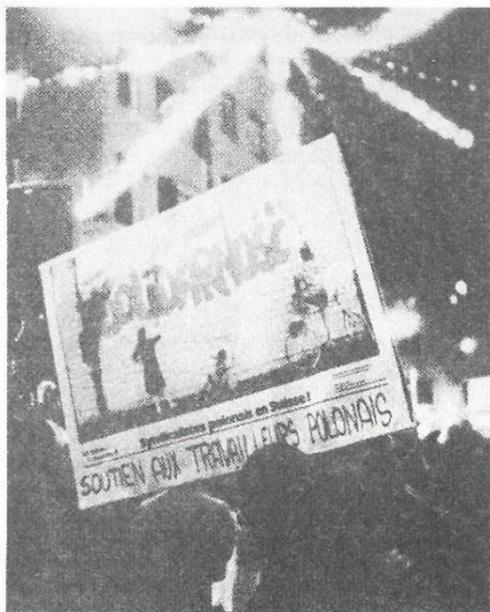
Pour venir en Suisse, nous avons été élus dans chaque région. Nos vœux : la solidarité la plus large possible avec les travailleurs de Suisse et du monde entier.

propos recueillis le 10. 12. 1981  
par Edith Post

<sup>1)</sup> Les syndicalistes de Solidarność emploient couramment l'expression "comité d'autogestion ouvrier" pour désigner le "conseil ouvrier".

## VOILÀ POURQUOI ILS LUTTAIENT, VOILÀ POURQUOI LA BUREAUCRATIE VEUT LES ÉTOUFFER

Déclarations des membres de la délégation de Solidarność en Suisse :



\* Le retour au capitalisme ?

— Solidarność ne veut pas le retour au système capitaliste. Le système capitaliste repose sur le libre marché sans contrôle de l'Etat. Le système économique que nous voulons doit être le contrôle de la production par les travailleurs grâce à l'autogestion; le contrôle de l'économie ouvrière passera ainsi aux mains des travailleurs.

\* Y a-t-il lutte des classes en Pologne, la bureaucratie est-elle une classe ?

— Il n'y a pas de détenteurs de capitaux en Pologne, il n'y a que des ouvriers, des paysans et l'intelligentsia. Solidarność lutte contre la bureaucratie qui est comme une toile d'araignée recouvrant toute la société.

\* L'adhésion de la Pologne au Fonds monétaire international (FMI) ?

— C'est un compromis avec le capital international que nous n'arriverons pas à éviter. Mais en aucun cas nous ne céderons aux pressions pour la réduction des dépenses sociales ou pour la création de chômage.

\* L'autogestion ?

— Les comités d'autogestion ouvrière (conseils ouvriers) vont contrôler la production, peuvent révoquer les directeurs, décider où vont les bénéfices (réinvestissements, part sociale, etc.). Il y aura une coordination par des comités régionaux et un organe national. Le contrôle ouvrier existe actuellement sur les stocks, sauf sur ceux de l'armée et sur les denrées destinées à l'exportation.

\* Le pape ?

— Il est le symbole de l'éthique catholique, et nous sommes d'accord avec cette éthique, rien de plus. Nous avons aussi le soutien moral de l'Eglise. L'Eglise a joué un rôle important dans l'histoire de la Pologne.

\* La "grève active" ?

— Par exemple dans un hôpital où a lieu une "grève active", on travaille normalement (pour des raisons humanitaires), mais le pouvoir est repris par le comité de grève. De même dans une usine où ce comité de grève décide de la distribution des marchandises produites pendant la "grève active". Dans les mines, lors d'une "grève active", le charbon fut distribué à l'agriculture.

\* Les femmes polonaises ?

— Il n'y a pas de discriminations en Pologne vis-à-vis des femmes, ni avant Solidarność, ni maintenant. Les salaires sont égaux. Les hommes prennent en charge les tâches ménagères (queues, etc.).

Le partage des tâches est égalitaire. Il y a une lutte pour la réduction du temps de travail en Pologne : actuellement le temps de travail est de 42 heures par semaine, 40 heures pour les typographes.

\* L'alcool ?

— L'alcoolisme a causé beaucoup de dégâts en Pologne. Solidarność ne proteste pas contre les augmentations du prix de l'alcool. Il y a une organisation de luttes contre l'alcoolisme. Pendant la grève en août, il y avait interdiction de la consommation et de la vente d'alcool sur les chantiers.

\* Le mouvement pour la paix ?

— Solidarność est pour le désarmement (pendant la Deuxième Guerre mondiale, la Pologne a perdu 6 millions d'habitants). Nous étions de tout cœur avec ceux qui protestaient contre l'armement à Berne le 5 décembre 1981. Il y a eu une telle manifestation à Wrocław cette année.

\* Que font les enseignants de Solidarność ?

— Solidarność met en place un nouveau programme scolaire. Il a par exemple réintroduit dans les livres de littérature polonaise des auteurs qui en étaient bannis. Il a fait un nouveau livre d'histoire qui dit la vérité et ne cache pas des périodes de l'histoire polonaise.

propos recueillis le 10. 12. 1981  
par Edith Post

## Entretien avec Nelly Wicky et Verena Keller, du PdT

**La Brèche :** Ces dix dernières années, avec la montée du nouveau mouvement des femmes, les partis politiques ont été interpellés. Pouvez-vous expliquer comment le PdT prend en charge les questions des femmes et quelle est la place des femmes dans le parti ?

**Nelly Wicky et Verena Keller :** Le Parti du Travail (PdT) et surtout les femmes du PdT n'ont pas attendu le mouvement féministe des dix dernières années pour agir en faveur de l'émancipation féminine. Des campagnes ont été menées pour la protection de la maternité, pour la création de crèches, pour la décriminalisation de l'avortement, pour l'égalité des salaires, pour la paix et naturellement pour le suffrage féminin, bien avant 68.

Suivant les périodes et les cantons, l'activité des femmes a été menée soit dans des commissions féminines, soit dans le mouvement des femmes à direction politique, soit sans organisation spécifique féminine.

Après 1968, la vague féministe a donné un nouvel élan qui s'est manifesté par la création de nouvelles commissions féminines également sur le plan national. Comme partout, les femmes doivent savoir se battre pour conquérir les espaces qui leur permettent de réaliser leurs revendications.

Par exemple les femmes ont pris l'initiative au niveau national de préparer un texte pour le dernier congrès. Ce texte engage le parti à lutter pour l'égalité des droits de la femme dans tous les domaines, pour son émancipation, sa libération. Malgré le caractère positif de ce programme, il appartient aux femmes de lutter pour faire passer ces principes dans la réalité.

\* Dans la tradition de nombreux partis communistes, il existe une organisation de femmes dont l'orientation et le programme sont en lien avec le parti, comme l'UDI en Italie. Etes-vous favorables à de telles organisations ?

— Les choix sont différents suivant les cantons et même les individus en liaison avec les formes d'organisation réellement existantes localement.

\* Le PdT a organisé en septembre 1979, dans le cadre de sa kermesse, une Rencontre Femmes qui avait été un beau succès. Depuis s'est développé Pour un mouvement des femmes, et aujourd'hui se crée à Genève une

section romande de l'OFRA. Quel bilan tirez-vous de votre participation à Pour un mouvement des femmes, et envisagez-vous de contribuer à la construction de l'OFRA à Genève ?

— Nous jugeons positif l'élan unitaire donné par la Rencontre Femmes de la kermesse 1979. Pour un mouvement des femmes a été une expérience positive peut-être trop tournée vers un activisme qui correspondait à la vision et aux besoins de quelques femmes très politisées, mais qui a laissé sur leur faim bon nombre de femmes cherchant surtout un contact féminin.

Face à l'OFRA, il ne peut s'agir que de choix personnels puisque cette organisation n'est pas une Fédération de mouvements ou de partis.

\* Vous avez participé à la campagne unitaire pour une meilleure protection de la maternité ainsi qu'à l'organisation des Assises droits égaux en mars 1981 à Bienne. Quel bilan tirez-vous de ces activités unitaires, et quels nouveaux pas dans l'unité voyez-vous ?

— Nous sommes satisfaites de nos expériences unitaires mais nous craignons que la forme choisie (comités auxquels adhèrent des organisations diverses) ne finisse par disperser nos forces, limitant notre droit à vivre politiquement à des étiquettes. Nous ne voudrions pas que cette forme finisse par se limiter à une action de pure propagande.

\* Peut-on parler d'un choix féministe du parti du travail ?

— Non, le féminisme est un choix individuel. Comme dans d'autres partis et dans d'autres domaines, la lutte est vue surtout comme une suite d'actions pour des revendications socio-économiques. Ces actions sont indispensables mais elles ne suffisent pas au changement des mentalités et des cultures qui déterminent les rôles attribués aux hommes et aux femmes.

Dans ce domaine, le choix de l'OFRA d'intenter un procès sur le problème des femmes-cibles nous semble juste. L'action contre les viols également. Par ailleurs en tant que féministes il nous revient de mettre l'accent même dans les revendications socio-économiques sur les questions qui font évoluer les mentalités, les rôles, la culture.

Dans la série des entretiens que nous avons consacrés au mouvement des femmes en Suisse, nous publions ci-dessous l'entrevue que nous avons eue avec deux militantes du Parti du Travail genevois, Nelly Wicky et Verena Keller. Prochainement, nous feront paraître une page de commentaires des différents aspects soulevés par ces entretiens.



## De quel mouvement des femmes avons-nous besoin ? (4)

...notes... notes... notes... notes... notes... notes... notes... notes... notes... notes...

### DIFFICILE GYMNASTIQUE POUR LES POCH

Prenant position sur les événements de Pologne, la direction des POCH (Organisations progressistes) a produit une déclaration assez semblable à celle du Parti communiste italien : condamnation du coup d'Etat, appel à la libération des emprisonnés et pour la levée de l'état de siège. Elle alla même un peu plus loin en "rejetant vigoureusement la tentative d'assimiler le syndicat Solidarność aux ennemis du socialisme". Elle semble même avoir appelé — très doucement, il est vrai — à participer à la manifestation du 19 décembre 1981 à Berne.

Mais cette brève déclaration voisine avec une page entière due à la plume du général Jaruzelski (à titre de document, bien sûr !) et la photo de la manifestation de solidarité de Berne est suivie d'un commentaire — plus grand que l'illustration — sur le thème : d'abord ils n'étaient pas si nombreux que ça et du reste, qu'est-ce que c'est que ces dirigeants syndicaux qui sont contre les 40 heures en Suisse et pour les 35 heures en Pologne (revendication de Solidarność) ? Et pourquoi ne manifestent-ils pas aussi contre l'annexion du Golan par Israël, l'agression sud-africaine en Angola, la junte démocratique-chrétienne au Salvador, etc. ?

Bref, la bonne vieille polémique "à la Marchais" : tant que vous ne dites rien sur l'impérialisme, vous n'avez rien à dire sur la Pologne. Quant à la solidarité avec Solidarność, elle attendra...

Elle a même tellement attendu que le journal des POCH a dû publier une lettre de



Une vue des 10 000 manifestants de Berne, avec les pancartes du PSO.

lectrice : "Je doute cependant beaucoup du sérieux de ces témoignages de solidarité (des POCH, réd.), après la manifestation de samedi passé à Berne, où l'on n'a pas vu une seule banderole ni un(e) seul(e) militant(e) des POCH (...). Quelques camarades sont particulièrement choqués par l'engagement soutenu du PSO — qui, du reste, a démontré, samedi passé, une forte capacité de mobilisation — et ils sont manifestement moins choqués de se retrouver, par leur comportement, à proximité du PdT et des communistes à la Marchais.

Comme membre des POCH et comme syndicaliste, je m'irrite non seulement de l'attitude ambiguë des POCH dans l'affaire polonaise, mais également de leur incapacité à reconnaître que la manifestation de samedi représentait aussi, d'un point de vue syndical, un progrès important méritant un soutien complet de la gauche".

Peut-on mieux souligner l'obstacle que représente le stalinisme — enrobé ou non d'une solidarité verbale et mielleuse avec Solidarność — pour toute politique ouvrière authentique ?

notes... notes...

### UN SOUTIEN "IMPARTIAL" A JARUZELSKI !

Dans son éditorial du 14. 12. 1981, le quotidien chaud-fonnier "L'Impartial" caractérise ainsi la situation polonaise avant le putsch des galonnés : "La gauche de Solidarité... a encore et surtout des exigences économiques incompatibles avec les mesures d'austérité qu'impose la quasi-faillite de la Pologne aux dirigeants de Varsovie". Willy Brandt (journaliste helvétique dont seule l'absence de notoriété l'empêche d'être confondu avec le dirigeant social-démocrate de l'Allemagne fédérale) en conclut donc : "... pour les tenants du réalisme politique, la prise du pouvoir par les militaires à Varsovie n'est pas en soi une mauvaise nouvelle". Le 17, le même journaliste écrit : "Jaruzelski est sans doute le seul qui puisse sauver la Pologne. Avec des grosses bavures, assurément". Les travailleurs polonais, victimes de ces "grosses bavures" apprécieront...

Le 18, le rédacteur en chef Gil Bailod s'y met à son tour : "Le rôle de l'armée, alors, est de maintenir l'existence de l'Etat (en cas de situation troublée, ndr) afin de permettre à une majorité de reprendre la responsabilité de la conduite de l'Etat". Il ajoute : "La population polonaise est derrière le syndicat indépendant de 'Solidarité', pour une large part. Cela n'autorise pas 'Solidarité' à se substituer au pouvoir..."

En clair : la démocratie et l'alternance, c'est bien, mais à condition que ça se passe entre politiciens, généraux et spécialistes ! Si les travailleurs s'en mêlent, rien ne va plus... C'est au nom de cette logique, sans doute, qu'en 1976, "L'Impartial" appuyait la restauration de la paix sociale à Bulova et Dubied par les voies de "l'Etat de droit". Et c'est sans doute au nom de l'alternance bien comprise que G. Bailod, quelques mois plus tard, mouchardait les triblions coupables d'appuyer par leur signature la candidature LMR contre René Meylan...

Entre l'incapacité de la bourgeoisie à résoudre sa crise de direction dans le cadre des institutions actuelles et le refus des directions ouvrières réformistes de se dresser comme une alternative à la droite en s'appuyant sur la mobilisation des masses, une situation qui tend à favoriser l'instauration d'une "Junta civile et militaire" est en train de mûrir dans l'Etat espagnol. Pourtant, le potentiel de riposte du mouvement ouvrier existe. Une partie des travailleurs est même convaincue de la nécessité d'une action qui pourrait, elle, libérer des forces de résistance plus larges.

#### La crise de novembre

L'escalade putschiste a commencé dans les premiers jours de novembre. La crise endémique de l'Union du centre démocratique (UCD) et du gouvernement a de nouveau atteint un point critique : la faiblesse du régime parlementaire et la perspective d'une possible défaite électorale aggravent les tendances centrifuges au sein du parti bourgeois majoritaire. Le problème est le suivant : malgré le recul considérable du mouvement ouvrier, la bourgeoisie ne peut gouverner en Espagne, même dans ce type de régime parlementaire, que si elle parvient à passer des accords avec la gauche réformatrice et le nationalisme bourgeois. Ces accords, bien qu'ils soient toujours plus au désavantage des travailleurs, exigent cependant un minimum de concessions sociales et politiques. Mais ces concessions ne sont pas acceptées par des secteurs très importants du capital ni par la hiérarchie militaire.

Aussi, l'alternative qui reste ouverte est-elle celle de la confrontation, celle de porter la "contre-réforme" commencée le 23 février 1981 jusqu'à ses ultimes conséquences.

C'est pourquoi, le 4 novembre, les "capitaines généraux" de l'armée espagnole, qui sont les vrais chefs de la hiérarchie militaire ont adressé une nouvelle mise en demeure au roi Juan Carlos. Une fois satisfaites toutes les exigences qu'ils avaient formulées le 23 février, ils ont décidé de passer à la "guerre de mouvement". Un de leurs membres et aspirant "caudillo", le lieutenant général Gonzalez del Yerro, a été chargé d'exposer l'alternative de l'armée aux partis de la droite parlementaire, aux organisations patronales et, *of course*, à l'ambassade des USA à Madrid.

Le nouveau plan reflète le point de maturation politique du putschisme : sur la base du plus grand respect au roi, à la Constitution, etc., la hiérarchie militaire considère nécessaire de constituer un gouvernement présidé par le lieutenant général Gonzalez del Yerro en personne, ou en tout cas avec une représentation décisive de l'armée. Cette "Junta civile et militaire" aurait un programme en trois points : premièrement, la réforme de la Constitution, spécialement sur la question des autonomies et de la loi électorale; deuxièmement, sur cette base, la convocation immédiate des élections; et, enfin, l'annulation de la tenue du procès des putschistes du 23 février... C'est là le genre de coup d'Etat qui menace et que l'on doit arrêter.

#### Une riposte initiale aux provocations

La hiérarchie militaire n'a pas obtenu l'approbation de ses plans. Et, comme par hasard, l'extrême-droite civile et militaire est alors entrée en action.

Depuis le 23 février 1981, rumeurs authentiques et faux démentis de tentatives de putsch se sont succédé dans l'Etat espagnol : le putschisme est effectivement institutionnalisé. Mais la publication, le 6 décembre dernier, d'un manifeste de 100 officiers et sous-officiers de la garnison de Madrid constitue la plus grave de ces provocations.

Avec l'impunité propre à ceux qui sont convaincus d'exprimer "le sentiment général" des forces armées, ces éléments n'hésitent pas à se revendiquer du franquisme et des putschistes du 23 février; ils exigent la complète autonomie de la hiérarchie militaire par rapport au pouvoir civil; ils refusent d'être "professionnalisés, démocratisés et épurés" et, sous le prétexte de défendre l'armée, ils s'attaquent aux droits démocratiques conquis au cours de ces dernières années.

Ce fait très grave a été présenté par le gouvernement comme un "incident localisé". Le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) a réagi avec sa traditionnelle et exquise prudence : il n'a rien dit, 24 heures après les faits. Le Parti communiste espagnol (PCE), lui, a pris position. Santiago Carrillo s'est montré disposé à affronter ce problème par le biais d'un "projet de loi". Cela n'est rien d'autre que du crétinisme parlementaire.

Etat espagnol :

## Riposter aux provocations putschistes



Le "Manifeste des 100" est, pour le moment, le dernier maillon d'une chaîne qui avait été précédée par la manifestation de 200 000 fascistes le 22 novembre, commémorant la mort du dictateur aux cris de "Le roi est un traître!"; la farce judiciaire de la condamnation à un mois d'arrêt du fils du général Milans del Bosch, après qu'il eut reconnu au milieu des sourires des juges qu'il ne se rappelait pas bien s'il avait qualifié le roi de "porc inutile" ou de "traître imbécile"; par l'intervention de la police militaire à La Coruna contre une manifestation anti-OTAN parfaitement légale; etc.

La situation était sur le point d'éclater dans les premiers jours de décembre, mais elle n'était pas une situation désespérée pour le mouvement ouvrier. Il existait, comme il existe encore, des moyens pour y faire face.

Dans la période qui a suivi le 23 février, seule la gauche révolutionnaire a maintenu une attitude de lutte et de mobilisation. Sans elle,

sans la démarche unitaire qui l'a animée, on ne peut comprendre le réveil des luttes auquel nous assistons maintenant. Le facteur qui a sans doute le plus contribué à modifier la situation au sein du mouvement ouvrier, c'est la crise du PCE et le développement d'un secteur de gauche dans ce parti et dans les Commissions ouvrières (CCOO). Situation modifiée au point que l'initiative de la manifestation de Madrid du 15 novembre est revenue à un parti aussi paralytique que le PSOE. Avec le soutien de toute la gauche, 500 000 personnes se sont rassemblées, poussées par des motivations beaucoup plus concrètes que les slogans abstraits et généraux "Pour la paix, la liberté et la démocratie!" décidés par le PSOE.

La semaine suivante, il y a eu la grève de Getafe (Madrid) en solidarité avec les 127 travailleurs licenciés de l'entreprise John Deere. "Comme au bon vieux temps!",

titrait très justement le journal de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), *Combate*. Le 23, c'était une grève dans toute la métallurgie d'Euskadi, à l'exception de la Navarre, à la suite d'une décision absurde des Commissions ouvrières et de l'Union générale des travailleurs (UGT).

La pression des travailleurs a littéralement contraint les directions des CCOO et de l'UGT à passer à l'action, par l'appel pour le 18 décembre à une journée nationale de lutte "en défense de l'Accord national pour l'emploi (ANE) et de la démocratie".

Les termes mêmes de cet appel doivent nous éviter tout triomphalisme face à la situation et nous faire comprendre ses contradictions. Depuis qu'a été signé l'ANE, le 5 juin dernier, 100 000 postes de travail ont été supprimés en Espagne; Felipe Gonzalez lui-même n'a pas peur d'affirmer que cet accord fait que le patronat espagnol est

envié "par tout le patronat européen".

Il est criminel et diviseur d'appeler les travailleurs à défendre l'ANE, comme s'il pouvait être une condition pour la défense des libertés. Mais le 18 décembre, les révolutionnaires seront en première ligne des luttes, comprenant que c'est la mobilisation large et unitaire des travailleurs qui, en définitive, importe avant tout. C'est elle qui crée les meilleures conditions pour tenir en respect le putschisme et aussi, quelle que soit l'intention de ses organisateurs, pour combattre l'ANE.

#### Dépasser la veulerie des directions réformatrices

La crise tend à s'aggraver. Personne, pas même le Premier ministre, Leopoldo Calvo Sotelo, ne croit plus que le nouveau gouvernement, ridiculisé quatre jours après son entrée en fonction par le "Manifeste des 100" tiendra longtemps. Aux raisons politiques s'ajoutent les raisons économiques : à la fin de l'année, 16 o/o de la population active sera au chômage (dans un pays où le secteur actif ne représente que 35 o/o du total). La croissance du produit intérieur brut (PIB) sera probablement négative; la sécheresse est sur le point de provoquer une des plus grandes catastrophes naturelles du siècle dans les campagnes espagnoles. Qu'arrivera-t-il cet hiver dans les campagnes d'Andalousie, quand à Séville il n'y a que sept heures d'eau courante par jour et des réserves d'eau pour jusqu'en février seulement?

Le projet de Leopoldo Calvo Sotelo est sans doute de chercher un nouvel accord avec les militaires,

sur la base de l'acceptation de leurs principales exigences. Les directions ouvrières réformatrices continuent comme si de rien n'était, à apporter leur appui à Leopoldo Calvo Sotelo "jusqu'aux élections de 1983". C'est le meilleur moyen pour que le projet putschiste de "Junta civile et militaire" gagne du terrain et puisse se présenter un jour comme l'unique possibilité de "retour à l'ordre" dans le pays.

Les directions ouvrières réformatrices ne veulent pas exiger des élections libres et immédiates parce qu'elles ont peur que le PSOE ne les remporte. Leur programme contre le coup d'Etat est l'impuissance et la peur. Elles appellent les travailleurs à crier : "Vive la Constitution!" dans le même esprit et la même efficacité avec lesquels les curés prient Dieu, ces derniers temps, pour qu'il pleuve.

Cette bataille peut encore être gagnée. La gauche révolutionnaire et les secteurs les plus combattifs du mouvement ouvrier et populaire doivent abandonner toute tentation de considérer la bataille comme perdue d'avance, de confondre le légitime rejet de la désastreuse politique menée par les réformatrices avec l'abandon de la lutte pour la mobilisation unitaire, quels que soient les mots d'ordre que veulent faire passer les directions réformatrices.

Depuis le 23 février dernier, le putschisme n'a cessé de progresser. Il faut l'arrêter, le repousser, mettre en mouvement la force nécessaire pour le battre. "Un pas en avant du mouvement réel", unitaire et généralisé, c'est là la première tâche.

Et la solidarité internationale doit venir en aide aux travailleurs espagnols sans plus attendre. Sans faire le moins du monde confiance aux "gouvernements démocratiques" pour qu'ils s'opposent à un éventuel coup d'Etat.

Angel Munoz  
11 décembre 1981

## Israël annexe

"légalement" le Golan :

MERCI, M. JARUZELSKI !

L'Etat d'Israël possède de nombreuses traditions coloniales et un certain sens de l'opportunité internationale. En 1956 déjà, il profitait de l'intervention soviétique en Hongrie pour s'assurer, en compagnie de la France et de l'Angleterre, une main-mise temporaire sur le Sinaï.

Aujourd'hui, c'est de l'autre côté de ses frontières qu'Israël cherche l'extension, face à la Syrie, alliée de Moscou, alors peu capable de réaction vu la situation polonaise.

En un temps record de l'histoire parlementaire israélienne — moins de 6 heures — la Knesset (parlement) a approuvé le projet de loi annexant les hauteurs du Golan au territoire d'Israël. Comme l'indiquait l'organe de la bourgeoisie suisse, la *Neue Zürcher Zeitung*, ce "coup de théâtre de Begin" (premier ministre) a été réalisé à ce moment-là, car "l'on supposait bien sûr que les réactions internationales à la démarche israélienne seraient amoindries par l'arrière-plan polonais." (NZZ, 15. 12. 1981). Ce fut effectivement le cas, à l'exemple du gouvernement suisse, qui quelques jours auparavant tonnait à bon marché contre la répression menée par le général Jaruzelski, mais ne trouva que l'adjectif "unilatéral" pour qualifier l'action d'Israël. Cela laisse présager une attitude encore plus "souple" et "compréhensive" à l'égard d'une future intervention américaine, au Salvador, par exemple...

## Eric Peter

Bien sûr, le coup de force israélien ne changera pas grand-chose à la vie quotidienne des habitants du Golan, occupé par l'armée de l'Etat sioniste depuis 14 ans. Mais il vise à légitimer rétroactivement toute la politique de colonisation menée dans les territoires occupés par Israël (cf. La Brèche no 256 du 20. 6. 1981). Et il justifie par avance bien d'autres mauvais coups. La "légalisation" de l'annexion du Golan avait été réclamée il y a un an environ par le député ultra-réactionnaire Geula Cohen, qui, apprenant la décision du gouvernement, se dépêcha d'exiger l'annexion de la Judée et de la Samarie. Le coup d'Etat polonais, au bénéfice d'une bureaucratie — soviétique ou polonaise — furieusement antisémite à ses heures vient ici servir de prétexte commode à la reconnaissance juridique de l'expansion coloniale de l'Etat d'Israël : quand l'impérialisme et la bureaucratie se donnent la main, l'histoire n'en finit pas de faire des grimaces.

Reste le plus important : ce nouvel acte agressif du sionisme est passé quasi inaperçu ; les commentateurs de politique internationale ont préféré, et de loin, ouvrir les vannes de l'anticommunisme à propos de la Pologne, plutôt que de s'étendre sur l'annexion du Golan. Et cela doit nous mettre la puce à l'oreille : la politique criminelle de la bureaucratie en Pologne ne doit pas servir à couvrir les préparatifs de guerre et d'intervention des USA et de leurs alliés de par le monde, qui chercheront évidemment à utiliser l'indignation légitime créée par le coup d'Etat militaire en Pologne pour mieux faire avaler leurs propres crimes. Or ni les uns ni les autres ne sont acceptables.

Non pas simplement parce que cette attitude est plus morale, plus solidaire et légitime que tous les vains réalistes évoqués par les modérateurs en tout genre. Mais parce qu'elle est politiquement la seule fondée si l'on cherche vraiment à défendre d'abord les droits, les acquis et les possibilités de victoire des travailleurs du monde entier. Car qu'est-ce que les paysans pauvres et les travailleurs du Salvador ont obtenu à la faveur de l'intervention militaire en Pologne, sinon quelques centaines de conseillers militaires américains en plus dans les rangs des tortionnaires salvadoriens ?

La lutte des travailleurs polonais fut exemplaire à plus d'un titre : elle permit entre autres aux travailleurs de tous les pays de se réapproprier le mot de "Solidarité". L'actualité politique internationale permet de constater une nouvelle fois qu'elle ne saurait se diviser. La solidarité des travailleurs, comme leur victoire définitive, sera internationale ou ne sera pas.

## France :

## La gauche et la Pologne

Alors que le gouvernement majoritairement socialiste se réfugiait derrière les nécessités de la "realpolitik" internationale pour ne rien faire pratiquement, le président Mitterrand donnait dans le lyrisme humaniste.

Le Parti communiste français (PCF) soutenait de fait le coup de force des militaires polonais, prenant le risque de plonger le syndicat qu'il domine, la CGT, dans une crise importante.

Manifestant par centaines de milliers leur soutien à Solidarność, les travailleurs français ont toutefois su exprimer ce que ces dirigeants et responsables ont bafoué : la solidarité de classe.

## Les socialistes en "triphonie"

Après la stéréo et la quadriphonie, les socialistes français ont expérimenté la triphonie : pendant que le président Mitterrand exprimait les grands principes et condamnait le coup d'Etat du général Jaruzelski, le Parti socialiste, le plus souvent en se ralliant aux initiatives du syndicat CFDT, participait aux meetings et aux manifestations de solidarité. Quant au gouvernement, majoritairement socialiste, il a fait preuve d'une retenue internationale confirmant la première déclaration "à chaud" du ministre des Affaires étrangères, Claude Cheysson : "Nous notons qu'il s'agit d'une affaire intérieure polonaise. Nous ne voyons aucune trace pour le moment de menace d'intervention extérieure et nous nous en félicitons (...) Bien entendu, nous n'allons rien faire".

Certes, les mobilisations de solidarité, la pression des travailleurs — qui par centaines de milliers ont fait grève en signe de solidarité — ont amené le gouvernement à hausser le ton. Reste l'essentiel qu'expliquait le Premier ministre Pierre Mauroy devant l'Assemblée nationale : "Quelle que soit l'ampleur de notre protestation, il nous faut porter sur la situation une appréciation honnête et constater que les événements actuels demeurent, pour l'instant, dans le cadre national polonais. Nous entendons qu'ils y demeurent". En conséquence, on attend toujours que le gouvernement français exige officiellement la libération immédiate des militants syndicalistes polonais...

## Le "réalisme" du PCF

L'attitude gouvernementale a été utilisée à fond par le Parti commu-

niste français pour tenter de faire passer sa position, verbalement attentiste : "Ne rien faire qui favorise l'affrontement" (Georges Marchais, *L'Humanité*, 14. 12. 1981), de fait soutenant Jaruzelski : "Enfin et surtout les responsabilités essentielles sont sans aucun doute celles de dirigeants de Solidarité qui n'ont cessé de tout aggraver jusqu'à conduire le pays près de la guerre civile." (*L'Humanité*, 15. 12. 1981).

On ne s'étonnera donc pas de voir les présentateurs militaires de la Télévision polonaise se référer à "L'Humanité" ! Cette position, bien dans la tradition stalinienne, coûtera cher au Parti communiste. Sa direction le sait, qui — avertie à l'avance, selon "Libération" — a pris la décision de ne pas présenter de candidats aux législatives partielles, pour la première fois depuis longtemps. Les différentes prises de positions et critiques "dissidentes", combinées à la préparation du 24ème Congrès du PCF, annoncent une dure période pour les dirigeants regroupés autour de Georges Marchais.

## La CGT frappée de plein fouet

Si les remous de cette position pro-Jaruzelski pourront peut-être être absorbés sans trop de casse par l'appareil du PCF, il n'en ira pas de même à la CGT, qui comme à la parade, s'est alignée sur le PC, en y mettant même du sien puisque Séguéy et Krasucki, ses dirigeants, ont ouvertement trahi leur mandat. En effet le 40ème Congrès de la CGT se donnait pour tâche de continuer "d'agir pour la défense et l'expression des droits et des pouvoirs des syndicats dans chaque pays comme à l'échelle internationale".

Ce qui a soulevé un véritable raz-de-marée : fédérations, syndicats nationaux ou régionaux, sections syndicales d'entreprises ont multiplié les prises de positions critiques et les pétitions de soutien à "Solidarność". Après l'Afghanistan, l'élection présidentielle, la Pologne représente la troisième crise — et certainement la plus profonde — de la domination bureaucratique du PCF sur la centrale syndicale. A faire à suivre donc.

Eric Peter



Georges Séguéy et Lech Wałęsa : le premier n'est plus sûr que le second soit un "syndicaliste authentique".

notes... notes... notes... notes... notes... notes... n

## BOLIVIE :

LES MINEURS  
RELÈVENT LA TÊTE

Fin octobre, les travailleurs de la mine Huanuni élisent leurs dirigeants syndicaux lors d'un congrès clandestin. Le 12 novembre, le gouvernement ayant refusé de reconnaître la légitimité de leur syndicat, ils partent en grève. Leurs dirigeants sont accusés de sabotage, puis emprisonnés le 18 novembre. En quelques jours, 40 000 travailleurs boliviens arrêtent le travail en signe de solidarité avec les mineurs. Puis le 23 novembre, des mères et des épouses de mineurs arrêtés entament une grève de la faim à La Paz, capitale du pays.

Le lendemain, la junte militaire cède : les travailleurs emprisonnés sont libérés et les mineurs de Huanuni obtiennent la reconnaissance de fait de leur syndicat, ce qui relance la lutte pour la recon-

naissance des organisations syndicales dans tous les pays.

Sous la dictature gorille des généraux-trafiquants d'héroïne, les travailleurs boliviens ont repris le cri des mineurs de Huanuni : "Plutôt mourir que vivre esclaves". L'écho leur vint de Pologne où, face aux chars du général Jaruzelski, les sidérurgistes de Huta Warszawa criaient : "Nous ne serons jamais esclaves".

## TURQUIE :

LA JUNTE VEUT LA MORT  
D'UNE TRENTAINE  
DE SYNDICALISTES

Fin décembre s'est ouvert le procès de la direction du syndicat progressiste DISK en Turquie. Le procureur a demandé la mort pour 32 de ses dirigeants à la cour martiale,

qui "jugera" du sort de 150 syndicalistes. L'acte d'accusation reproche aux accusés des activités aussi criminelles que l'organisation de "manifestation du 1er Mai, manifestation contre une nouvelle loi sur les syndicats, protestations contre l'assassinat d'un syndicaliste".

Selon l'estimation — prudente — de l'agence Reuter, 30 000 personnes sont actuellement emprisonnées en Turquie pour des raisons politiques.

La répression menée par la junte militaire n'empêche nullement les Etats-Unis de soutenir à fond les généraux turques. Lors d'un récent voyage à Ankara, le secrétaire américain à la défense Weinberger déclara tout de go : "Nous admirons la façon dont l'ordre et la loi ont été rétablis en Turquie". En même temps, le budget 1982 des USA prévoit une aide de 752 millions de dollars à la Turquie, en augmentation de 70 o/o sur celle de 1981. Le prix de l'admiration en quelque sorte.

## L'événement



Amérique centrale :

# L'intervention US s'accroît

Le nouvel-an au Salvador n'a pas apporté de pause dans la répression : l'aube de la nouvelle année a été tachée par le sang de dizaines de victimes de la junte. Le chiffre des quinze mille morts a déjà été atteint, si ce n'est dépassé. En toile de fond : une volonté accrue de revanche des Etats-Unis qui malgré des efforts considérables, n'ont pas réussi à endiguer les progrès de la résistance. En effet, il apparaît de façon de plus en plus évidente qu'au Salvador la dictature a "perdu le contrôle d'environ un quart du territoire salvadorien au profit des forces de la guérilla" (Washington Post, 10. 11. 1981).

Ainsi Haig présente l'Armée Populaire sandiniste (APS) comme une "force d'agression" alors qu'il s'agit précisément d'un instrument que le Front Sandiniste de libération nationale a dû développer pour défendre la révolution contre la véritable force d'agression séculaire que représente l'armée US pour les peuples d'Amérique centrale. Les Etats-Unis seraient quant à eux des forces de paix ? Les propos de A. Haig sont d'autant plus scandaleux que ce sont les Etats-Unis eux-mêmes qui or-

ganisent l'entraînement d'armées en exil en Floride qui sont dirigées, entre autres, contre le Nicaragua et Cuba.

### Des armées d'exilés sur sol américain

Un dirigeant d'origine cubaine de l'une de ces armées, Hector Fabian, déclare ouvertement : "Sous les administrations de Nixon et de Carter, ce que nous faisons constituait un crime. Avec l'administration Reagan, personne

ne nous a dérangés pendant 10 mois." (International Herald Tribune, 31. 12. 1981). Et il ne s'agit pas seulement d'entraînement. Fabian admet ouvertement qu'au moins cent nicaraguayens exilés sont retournés au pays afin de mener le combat contre le gouvernement sandiniste. La récente tentative de détournement d'un avion nicaraguayen par deux mercenaires de ce genre montre bien qu'il ne s'agit pas de propos dénués de fondement.

L'administration Reagan qui a fait sien le credo de la loi et de l'ordre, n'hésite pas à organiser sur son sol des expéditions armées contre un Etat étranger. Comme le dit, à juste titre, l'éditorialiste du New York Times, "Admettre une base sur sol américain destinée à des opérations militaires contre une autre nation constitue une violation du droit international de l'Acte de Neutralité de 1974. Pire : Quand un gouvernement américain tolère des armées d'exilés, il encourage l'idée que la puissance de feu américaine est engagée à leurs côtés." (International Herald Tribune du 29. 12. 1981). Les peuples d'Amérique centrale ont des raisons particulièrement vivaces de redouter de telles menaces militaires venant des Etats-Unis. Le Nicaragua a été une fois gouverné, pendant une courte période, par un aventurier californien, William Walker, qui pénétra dans le pays avec une armée privée en 1853. Durant les années vingt les "marines" occupèrent le pays et laissèrent la dynastie Somoza comme héritage.

### Main dans la main avec les dictatures

Quant au régime "totalitaire" qui régnerait au Nicaragua, la meilleure réponse vient d'une or-

ganisation américaine libérale, le Council on Hemispheric Affairs, qui accuse les gouvernements guatémaltèque et salvadorien d'être responsables de la mort de plus de "30 000 civils" et déclare, à propos du Nicaragua, "Le régime sandiniste a fait preuve d'une retenue admirable en évitant les tactiques de répression violente si courantes dans la région." (International Herald Tribune, 31. 12. 1981). De telles accusations de "totalitarisme" sont proprement indécentes quant on connaît les déclarations laudatrices de Jean Kirkpatrick, représentante américaine aux Nations-Unies, à propos des régimes chiliens et argentins. Ce prétendu régime "totalitaire" est aussi celui qui organise le combat contre la faim, l'analphabétisme, la maladie et la misère engendrés par des siècles de domination et d'exploitation.

Toutes ces déclarations, qu'elles soient dirigées contre Cuba ou le Nicaragua ont une fonction bien précise : préparer les esprits à une intervention militaire en Amérique centrale. Cette intervention pourra prendre des formes variables. Elle pourra passer, le cas échéant, par une première intervention de troupes argentines, chiliennes, colombiennes ou autres. Le journal argentin "La Nación" notait au début du mois de novembre que "l'idée qui commence à attirer l'attention des dirigeants américains est de former un corps expéditionnaire de troupes latino-américaines qui, après avoir obtenu un consensus des différentes armées, pourrait être légitimé par l'Organisation des Etats américains". Cette présence des autres dictatures latino-américaines se manifeste déjà concrètement aujourd'hui sur le champ de bataille (voir encart).

J. Schneider



Mouvement  
antiguerre :

40 000 À BERNE

Ainsi la plus grande manifestation de rue qu'a connue la ville de Berne fut consacrée à la paix. Au-delà des expressions multiples qu'a revêtues cette grande manifestation, relevons qu'elle fut le révélateur d'une opposition massive, en particulier dans la jeunesse, à la relance de la course aux armements. Au-delà de cet objectif, la manifestation a exprimé nombre de préoccupations plus particulières. Si personne, aucune organisation ou parti ne peut prétendre à la représentation du mouvement pour la paix dans son ensemble, s'il est vrai que l'ampleur de la mobilisation a très largement dépassé le cadre de toutes les organisations qui l'avaient préparée, il est tout aussi vrai que le succès de la manifestation a pu être assuré grâce au fait que plus de cinquante organisations et personnalités ont pu se mettre d'accord, sans effacer les particularités de chacun(e). Il est à cet égard regrettable qu'en Suisse romande une partie du courant pacifiste, le Centre Martin Luther King, ait fait preuve d'un aveuglement sectaire à l'égard de la vingtaine d'organisations qui se sont engagées activement et, surtout, unitairement dans la préparation du 5 décembre. Le succès de la manifestation a montré que personne ne peut prétendre au monopole ou à des brevets en matière de lutte pour la paix. Nous sommes tous concernés; il appartient donc à chacun(e) de s'engager, mais ensemble.

J. Schneider

**Rencontre Haig-Gromyko à Genève le 28 janvier : Manifestons pour la paix et le désarmement le samedi 23 janvier à Genève**

Depuis la fin novembre, des négociations sont ouvertes à Genève entre les Etats-Unis et l'Union soviétique sur les missiles nucléaires en Europe.

A cette occasion, afin de préparer un accueil "chaleureux" à ces messieurs, les 28 organisations suivantes ont participé à une réunion le 17 décembre à Genève pour décider d'organiser une manifestation pour la paix et le désarmement le samedi 23 janvier à 14h. à Genève :

Association Nicaragua - Salvador, Coordination Latino-Américaine, Comité Argentin d'information et de solidarité, Comité de soutien au Peuple afghan; Institut de la Vie, Comité contre Verbois nucléaire, Conseil Suisse de la Paix (ZH), Comité contre la violence nucléaire, Permanence pour l'Action non-violente et l'objection de conscience, Centre Martin Luther King, Service civil international, END-Fondation Russel, Mouvement international pour la réconciliation, Education et Libération, Vivre sans armes, Commission Tiers Monde de l'Eglise catholique, Ligue suisse des Droits de l'Homme, Magasins du Monde, Collectif Tiers Monde du Pays de Gex, TVB-Hebdo, Parti du Travail, Parti socialiste ouvrier (PSO), O.C. Bandera Roja, Cercles La Taupe et Uni-Brèche.

### DES CONSEILLERS ARGENTINS AU GUATEMALA ET AU HONDURAS

Depuis le début de l'année, la campagne anti-insurrectionnelle menée par l'armée guatémaltèque a clairement monté de quelques crans. Des observateurs informés disent que cela constitue déjà en soi une preuve du fait que les Guatémaltèques ont reçu une aide de spécialistes étrangers de la contre-guérilla.

Les attaques postérieures contre des bases de la guérilla ont aussi été menées d'une manière beaucoup plus efficace, contrastant avec les opérations antérieures de l'armée guatémaltèque.

Des observateurs locaux font remarquer d'autres changements qualitatifs dans la campagne contre-insurrectionnelle du gouvernement du Guatemala. La capture et les "confessions" ultérieures de deux prétendus militants de l'EGP (Armée de guérilla des pauvres) tranchaient aussi avec la pratique habituelle.

Au Honduras, il est désormais établi que les conseillers argentins travaillent avec des responsables chiliens à un programme destiné à entraîner des élèves-officiers aux techniques modernes de contre-insurrection. Des sources locales affirment même que, depuis l'année dernière, les Argentins travaillent aussi avec la DINA chilienne.

Au début de l'année, des Argentins ont aussi prêté leur assistance aux militaires honduriens lors d'une opération destinée à détruire les bases locales de soutien du Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN) salvadorien. Plus récemment, de nombreux professeurs et étudiants argentins résidant au Honduras ont reçu des menaces écrites et téléphoniques identiques à celles qui les avaient forcés à l'exil.

Les Argentins ont aussi commencé à s'intéresser aux affaires intérieures honduriennes. Le cas de Hernan Guevara en est un exemple. Eleveur, propriétaire d'un ranch et membre d'une famille fortunée de la ville de Choluteca, au sud du Honduras, Hernan Guevara a été enlevé, torturé et accusé de contrebande d'armes. Il a affirmé par la suite que ses kidnappeurs étaient des Argentins...

LATIN AMERICA WEEKLY REPORT  
Londres, 27 novembre 1981